

Table des matières

I	Jeudi 17 décembre 2009.....	4
	Vergnol, Maud, « Bizarrement, personne n'a râlé contre les grévistes. Pendant plusieurs jours.... », L'Humanité Dimanche, 17 décembre 2009, p. 17. Social france.....	4
	« Didier Alaïme, secrétaire national de la CGT culture, agent de la BNF », , L'Humanité Dimanche, 17 décembre 2009, p. 17. Social France.....	5
	mercredi, 16 décembre 2009.....	5
	mardi, 15 décembre 2009.....	5
	« Le Centre Pompidou peine à sortir de la grève », Agence France Presse, 15 décembre 2009. 19:51.....	6
	BOMMELAER, Claire, « La grève pèse sur le budget de Beaubourg », Le Figaro, 15 décembre 2009, p. 28. Le Figaro Et Vous Culture.....	6
	« EN BREF. », La Croix, n°38538, mardi, 15 décembre 2009, p. 22. Culture.....	7
	lundi, 14 décembre 2009.....	7
	E., Fl. « La grève continue partiellement », Le Monde, lundi, 14 décembre 2009, p. 19. Culture. Musées.....	7
	LS,« Nouvelle grève à la BNF », livreshebdo.fr, 14 décembre 2009.....	8
IV	dimanche, 13 décembre 2009.....	8
	« En bref » Aujourd'hui en France, dimanche, 13 décembre 2009, p. 0872126_1. Spec.	8
V	samedi, 12 décembre 2009.....	8
	DESBENOIT, Luc, « Mitterrand fait grogner Pompidou », Télérama, n°3126, samedi, 12 décembre 2009, p. 14. A suivre !A la loupe.....	8
	F.N., « Le château rouvre après la grève », Le Parisien, Oise, samedi, 12 décembre 2009, p. 0865116_1. Compiègne.....	9
	BOMMELAER, Claire, « En Bref », Le Figaro, n°20332, samedi, 12 décembre 2009, p. 34. Le Figaro et vous. Culture.....	9
VI	vendredi, 11 décembre 200.....	9
	GIGNOUX Sabine, « Le vaisseau Beaubourg dans la tempête », La Croix, n°38535, vendredi, 11 décembre 2009, p. 19. Culture.....	9
	BOMMELAER, Claire, « Grève des musées : le ministre fait un geste », Le Figaro, n°20331, vendredi, 11 décembre 2009, p. 32. Le Figaro et vous. Culture.....	10
	S. C. J., « Les musées dans la tourmente », Sud Ouest, Périgueux Bergerac...Bordeaux Rive Gauche, Vendredi, 11 décembre 2009, p. Périgueux-C1_2. Le Fait du Jour.....	11
	VILLEBEUF, Pascal, « Grève des employés du château pour exiger des moyens », Le Parisien, vendredi, 11 décembre 2009, p. 0861448_1. Seine-et-Marne Sud. Fontainebleau.....	11
VI	jeudi, 10 décembre 2009.....	12
	ELKORD, Malika, « Une centaine de personnes crie "Non, non, non" devant le Centre Pompidou », NouvelObs.com, La Une, jeudi, 10 décembre 2009.	12
	SIRACH, Marie-José, « [À la BNF, la grève sur le parvis. Les personnels de la Bibliothèque nationale sont à cran à cause de la diminution des postes et des crédits.] », l'Humanité, jeudi, 10 décembre 2009. Culture.....	13
	GAIRAUD, Marie-Anne, « Les salariés se serrent les coudes » Le Parisien, jeudi, 10 décembre 2009. Paris. Grève au Centre Beaubourg/Ive.....	13
	M.-A.G., « Les musées sont restés ouverts », Aujourd'hui en France, SPEC, jeudi, 10 décembre 2009, p. 0860951_1. Grève.....	14
VII	mercredi, 9 décembre 2009.....	14
	« Le dialogue de sourds s'intensifie », Libération, n°8889, mercredi, 9 décembre 2009, p. 27. Culture.....	14

« [La grève perdue dans certains musées et monuments nationaux.] », Télégramme (Bretagne), mercredi, 9 décembre 2009, p. IGE4. France – Monde. France. France	15
« Grèves », Le Progrès – Lyon, mercredi, 9 décembre 2009, p. 4. Actu. Génér., Le Mot.....	15
NORMAND, Frédéric, « Grèves à répétition au château », Le Parisien, mercredi, 9 décembre 2009. Oise, Compiègne.....	15
FROIS, Emmanuèle, « EN BREF », Le Figaro, n°20329, mercredi, 9 décembre 2009, p. 32. Le Figaro et vous. Culture.....	16
« Grève », Le Parisien, mercredi, 9 décembre 2009, p. 0854568_1. Loisirs et spectacles. En Bref.....	16
VIII Mardi 8 décembre 2009.....	16
« Le Centre Pompidou reste en grève », Le Monde, mardi, 8 décembre 2009, p. 26. Culture. Art.....	17
COQUIDE, Patrick, « Frédéric Mitterrand Aux prises avec la RGPP », La Tribune (France), n°4359, Politique France, mardi, 8 décembre 2009, p. 5. Social.....	17
WIDEMANN, Dominique, « [La culture reste mobiliséePlusieurs centaines de personnels des services publics de la culture ont occupé le parvis de Beaubourg ?] », L'Humanité, mardi, 8 décembre 2009. Culture.....	18
IX Lundi 7 décembre 2009.....	19
SIRACH, Marie-José, « [La règle du un sur deux met en péril la politique culturelle Beaubourg s'apprête à ?] », l'Humanité, Culture, lundi, 7 décembre 2009.....	19
SIRACH, Marie-José, « [Derrière la grève, un profond malaiseSous les longs tuyaux colorés du bâtiment, les personnels de Pompidou ne cachent plus leur désenchantement, leur désarroi.] », l'Humanité, lundi, 7 décembre 2009. Culture.....	20
FABRE, Clarisse,« Le Musées : le dialogue n'est pas très " serein " », Le Monde, lundi, 7 décembre 2009, p. 23. Culture.....	20
« Expos temporaires aux musées », Libération, n°8887, lundi, 7 décembre 2009, p. SP120. Culture.....	21
« Quatorze jours de grève à Beaubourg », Le Parisien, , lundi, 7 décembre 2009. Paris. L'actu En Flash.....	22
X dimanche, 6 décembre 2009.....	22
« Orsay et Beaubourg fermés hier », Aujourd'hui en France, SPEC, dimanche, 6 décembre 2009, p. 0835624_1Musées / SPEC Grève.....	22
XI samedi, 5 décembre 2009.....	22
LAUNET, Edouard, « Le Louvre ouvert au public, Versailles fermé toute la journée », Libération, n°8886, samedi, 5 décembre 2009, p. 22. Culture.....	22
« La grève s'installe au Louvre », Le Parisien, samedi, 5 décembre 2009. Paris.....	23
XII Vendredi 4 décembre 2009.....	23
« Musées : places de grève », Libération, n°8885, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Culture.....	23
FABRE, Clarisse,« Le gouvernement inflexible face à la grève des musées », Le Monde, vendredi, 4 décembre 2009, p. 24. Culture.....	24
FABRE, Clarisse,« Le blues des conservateurs devant " la course à l'argent " », Le Monde, vendredi, 4 décembre 2009, p. 24. Culture.....	25
LAUNET, Edouard, « Musées : places de grève », Libération, n°8885, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Culture.....	26
LANDRE, Marc, « Musées : la grève s'amplifie », Le Figaro, n°20325, vendredi, 4 décembre 2009, p. 23. Le Figaro Économie Economie.....	27
TRANCHANT, Marie-Noëlle, « En Bref », Le Figaro, no. 20325, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Le Figaro et vous. Culture.....	28

BARJONET, Claude, « Grève dans les musées et monuments en France : Versailles et le Louvre fermés », Les Echos, n°20566, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Services. En Bref.....	28
XIII Jeudi 3 décembre 2009.....	28
FABRE, Clarisse, « Des conservateurs appuient la grève », Le Monde, jeudi, 3 décembre 2009, p. 21. Culture.....	28
POISSON, Anne-Laure, « Les musées muselés par de sales grévistes », Libération, n°8884, jeudi, 3 décembre 2009, p. 25. Culture.....	29
« La grève dans les musées nationaux appelée à s'étendre en province », La Voix du Nord, Jeudi, 3 décembre 2009. Une-Toutes. Culture.....	30
« [Le Syndeac « dénonce les attaques répétées du gouvernement contre le service public de la culture.] », l'Humanité, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.....	30
ULRICH, Maurice, « [Salles videsLe gouvernement trahit les chefs-d'œuvre de nos musées pour quelques deniers.] », l'Humanité, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.....	31
« [À la Cité de l'Immigration aussi Réunis en assemblée générale, les personnels de la Cité nationale de l'immigration sise Porte-Dorée ont voté la grève hier matin.] », l'Humanité, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.....	32
SIRACH, Marie-José, « [Lame de fond dans le s musées nationauxLe Centre d'art moderne Pompidou en est à son dixième jour de grève.] », l'Humanité, jeudi, 3 décembre 2009, Cuisine.....	32
MAUROT Elodie; GIGNOUX Sabine, « Des suppressions d'emplois publics inquiètent le monde de la culture », La Croix, n°38528, jeudi, 3 décembre 2009, p. 25. Culture.....	33
BOUDET, Antoine, « Des musées fermés pour cause de grève », Les Echos, n°20565, jeudi, 3 décembre 2009, p. 27. Services. Culture.	34
R.B., « Encore des musées fermés », Le Parisien, jeudi, 3 décembre 2009, p. 0837774_1. Grève.....	35
BOMMELAER, Claire, « Grève peu suivie dans les musées », Le Figaro, n°20324, jeudi, 3 décembre 2009, p. 29. Le Figaro et vous. Une-FEV.....	35
XIV mercredi, 2 décembre 2009.....	36
I THREARD, Yves, « [La grève au Centre Beaubourg a déjà coûté 300 000 euros Le mouvement social au Centre Pompidou, qui court depuis maintenant dix jours, commence à sérieusement grever les comptes.] », Le Figaro, n°20323, mercredi, 2 décembre 2009, p. 41. Le Figaro et vous. Confidentiels.....	36
« Mitterrand fait face à son premier conflit social », NouvelObs.com, mercredi, 2 décembre 2009. La Une.....	36
XV mardi, 1 décembre 2009.....	37
BONELLI Laurent ;PELLETIER, Willy, « De l'Etat-providence à l'Etat manager », Le Monde diplomatique, Décembre 2009, p. 19-21.....	37
SIRACH, Marie-José, « [Fronde générale au ministèreRéforme budgétaire, réductions de postes.] », l'Humanité, mardi, 1 décembre 2009. Culture.....	44
« Beaubourg toujours bloqué », Le Parisien, Paris, mardi, 1 décembre 2009. L'actu En Flash.....	45
XVI lundi, 30 novembre 200.....	45
BARONIAN, Renaud, « Menace de grève dans les musées », Aujourd'hui en France, lundi, 30 novembre 2009, p. 0827380_1. Culture. Spec.....	45
XVII dimanche, 29 novembre 2009.....	45
« Le Centre Pompidou fermé », Le Parisien, Val d'Oise, dimanche, 29 novembre 2009. Ive.	45
XVIII samedi, 28 novembre 2009.....	46
FABRE, Clarisse, « Préavis de grève le 2 décembre dans les musées », Le Monde, samedi, 28 novembre 2009, p. 24. Culture, Social.....	46

XIX vendredi 27 novembre 2009.....	46
FABRE, Clarisse, « La grève au Centre Pompidou pourrait s'étendre à d'autres musées ou théâtres » Le Monde, vendredi, 27 novembre 2009, p. 21. Culture.....	46
é.La.et V.N. « Le service public de la Culture ouvre le conflit », Libération, n°8879, vendredi, 27 novembre 2009, p. 32. Culture.....	47
XX jeudi, 26 novembre 2009.....	48
« Beaubourg toujours en grève », Le Parisien, , jeudi, 26 novembre 2009, p. 0818604_1. Paris. L'actu En Flash.....	48
XXI mercredi, 25 novembre 2009.....	48
« [Grèves : au tour des Arts Déco.] », Libération, n°8877, mercredi, 25 novembre 2009, p. 27. Culture.....	49
« Beaubourg toujours en grève... », Le Parisien, mercredi, 25 novembre 2009, p. 0815184_1. Paris. L'actu En Flash.....	49
XXII mardi, 24 novembre 2009.....	49
BALLE, Catherine, « Beaubourg broie du noir », Le Parisien, mardi, 24 novembre 2009. Paris. Grève/Ive.....	49
« Beaubourg fermé pour grève », Libération, n°8876, mardi, 24 novembre 2009, p. 26. Culture. L'histoire.....	50
XXIII lundi, 23 novembre 2009.....	50
M.-J. S., « [Grève imminente au ?Centre Georges-PompidouLes organisations syndicales ont déposé un préavis de grève à partir d'aujourd'hui.] », l'Humanité, lundi, 23 novembre 2009. Culture.....	50
« Le Centre Beaubourg ouvrira-t-il aujourd'hui ? », Le Parisien, lundi, 23 novembre 2009. Paris. L'actu En Flash.....	51
LS « Bruno Racine écrit un livre sur Google », livreshebdo.fr. le 11 décembre 2009	52

I Jeudi 17 décembre 2009

Vergnol, Maud, « Bizarrement, personne n'a râlé contre les grévistes. Pendant plusieurs jours,... », *L'Humanité Dimanche*, 17 décembre 2009, p. 17. Social france

Bizarrement, personne n'a râlé contre les grévistes. Pendant plusieurs jours, loin de se casser le nez devant la pyramide, les visiteurs du Louvre ont pu accéder gratuitement au musée et son exposition temporaire « Rivalités à Venise », où des piquets de **grève** bloquaient l'accès aux caisses. Car malgré l'entêtement du ministère qui continue à faire la sourde oreille, les établissements culturels poursuivent leur mobilisation pour défendre leurs missions de service public, dans le prolongement de celle de Beaubourg, à Paris, fermé depuis le 23 novembre. En cause d'abord, la fameuse révision générale des politiques publiques (RGPP) et la réduction d'emplois causée par la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Concrètement, pour le seul Centre Pompidou, celle-ci entraînerait une suppression de 6 % des effectifs en trois ans, au moment même où doit s'ouvrir en 2010 une antenne à Metz.

C'est la goutte d'eau pour ce lieu, ô combien symbolique, déjà au bord de l'asphyxie. En 2006, une **grève** de trois semaines avait permis la création de 65 postes sur trois ans pour combler un manque criant. Au-delà des effectifs, cette **grève** révèle le malaise profond du monde de la **culture** depuis une dizaine d'années. Alors que le 13 octobre dernier, le ministère de la **Culture** organisait à l'Opéra-Comique un colloque en grande pompe pour célébrer son 50e anniversaire, la réalité est bien plus sombre. Depuis 2003 et les luttes des intermittents du spectacle, le gouvernement continue sa guerre contre l'intelligence et l'imaginaire. De la RGPP au gel du budget, en passant par les dernières réformes des collectivités locales, le

service public de la **culture** est en apnée. En témoigne, fait rare dans la profession, la lettre ouverte de 21 conservateurs du Centre Pompidou adressée au ministre de la **Culture** le 26 novembre pour dénoncer « les conséquences catastrophiques de la RGPP » et souligner que « le budget d'acquisition des oeuvres s'est effondré depuis 2006 de près de 30 % ». Autre motif d'inquiétude, la marche forcée vers la marchandisation des musées. Depuis la loi de 2003 sur le mécénat, puis la réforme des musées nationaux, certains d'entre eux sont déjà devenus de véritables entreprises misant sur la diversification mercantile de leurs activités. Pour la CGT **culture**, « ceux qui n'ont pas la même force de frappe économique que le Louvre, par exemple, sont le plus souvent en déshérence, victimes d'une compétition sans merci, d'un système qui foule au pied l'intérêt général, celui des populations et des publics ». Dernière perfidie en date du gouvernement, l'article 52 du projet de loi de finances 2010, qui autorise le transfert de tous les monuments historiques aux collectivités locales. Autrement dit, après 20 ans, les collectivités pourraient vendre à un privé l'institution culturelle dont elles ont obtenu le transfert. C'est donc un sombre anniversaire que vient de fêter en 2009 le ministère de la **Culture** version Sarkozy, bien éloigné de ses ambitions initiales d'André Malraux de « rendre accessibles les oeuvres capitales de l'humanité au plus grand nombre possible de Français et de favoriser la création des oeuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent ».

mvergnol@humadimanche.fr

« **Didier Alaïme, secrétaire national de la CGT culture, agent de la BNF** », , ***L'Humanité***
Dimanche, 17 décembre 2009, p. 17. Social France.

HD. Où en sont les mobilisations ?

D. A. Le Centre Pompidou vient de revoter la reconduction de la **grève**. Dans les autres établissements, les dernières assemblées générales se dirigent plutôt vers une suspension, n'excluant pas de réorganiser des opérations de gratuité ou d'autres types de mobilisation en fonction de « l'entre-ouverture » de porte du ministère de la **Culture**.

HD. Comment analysez-vous l'ouverture du dialogue avec le ministre ?

D. A. Il aura fallu trois semaines de **grève** pour que Mitterrand daigne nous recevoir. Lors de la rencontre du 10 décembre, il s'est engagé à arrêter toute réorganisation jusqu'à fin janvier, le temps de faire un constat contradictoire sur les moyens et effectifs. Et par ailleurs de recruter rapidement partout où il y avait des emplois vacants reconnus. C'est un premier pas qui permettra de gagner des postes localement, même s'il a annoncé qu'il ne reculerait pas sur la réforme.

HD. Ce mouvement est-il, selon vous, symptomatique du malaise général qui gagne l'ensemble des milieux culturels ?

D. A. Entre la réforme des collectivités locales, la suppression de la TP, l'éventuelle création d'un secrétariat d'État à la Communication qui couperait le ministère en deux, la vie culturelle continue d'être attaquée sur tous les fronts. Toutes ces réformes ont déjà des conséquences sur les missions de service public des établissements culturels, à qui l'on ne demande plus de nourrir une **culture** émancipatrice, mais bien de faire rentrer de l'argent.

mercredi, 16 décembre 2009.

mardi, 15 décembre 2009.

« **Le Centre Pompidou peine à sortir de la grève** », *Agence France Presse*, 15 décembre 2009. 19:51.

Fermé au public depuis plus de trois semaines, le Centre Pompidou peine à sortir de la **grève** alors que se tient mercredi un conseil d'administration de l'établissement consacré au budget 2010.

Depuis le 23 novembre, la **grève** est reconduite en assemblée générale mais le taux de grévistes a très nettement chuté, a indiqué la direction du Centre.

En raison des règles strictes de sécurité en vigueur au Centre Pompidou, il suffit de quelques agents en **grève**, notamment chez les pompiers, pour que l'établissement ne puisse pas ouvrir ses portes au public.

Première musée à entrer en **grève**, le Centre Pompidou est aussi le seul à ne pas encore en être sorti.

Les personnels des autres musées nationaux, qui s'étaient mis en **grève** le 2 décembre contre les réductions d'effectifs à venir, ont accepté de suspendre leur mouvement après des négociations avec le ministère de la **Culture**.

Des groupes de travail vont être mis en place dans les musées et monuments touchés pour élaborer d'ici fin janvier un diagnostic global sur les moyens des établissements.

"La question de l'isolement du Centre Pompidou se pose", a déclaré un syndicaliste CGT du Centre Pompidou, interrogé par l'AFP.

Des fissures dans le front syndical sont apparues depuis samedi, FO restant très mobilisé pour la **grève** qui pourrait s'effiloche à l'approche des vacances de Noël.

Les syndicats s'inquiètent de l'application à compter du 1er janvier 2010 de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, qui est de mise dans la fonction publique.

Cette règle affecterait particulièrement le Centre Pompidou en raison de sa pyramide des âges. La direction du Centre Pompidou estime à 300.000 euros par semaine le manque à gagner lié à la fermeture de l'établissement (billets, produits dérivés). Les billets achetés à l'avance seront remboursés, "timbre compris", indique-t-elle.

Une nouvelle exposition, Via Design 3.0, n'a pu ouvrir ce mercredi, comme prévu.

Quelques 80 manifestations autour du spectacle vivant et du cinéma ont dû être annulées, selon la direction.

BOMMELAER, Claire, « **La grève pèse sur le budget de Beaubourg** », *Le Figaro*, 15 décembre 2009, p. 28. *Le Figaro Et Vous Culture*.

MUSÉE Le Centre Pompidou entre dans sa quatrième semaine de conflit et perdrait 40 000 euros par jour.

Le public a fini par comprendre le message et, désormais, il n'y a plus de file d'attente devant Beaubourg. Seuls quelques passants s'arrêtent pour lire les petites affiches placardées qui présentent un Georges Pompidou brandissant une pancarte où l'on peut lire : « Centre Pompidou en **grève**. »

Alors que Paris attend des dizaines de milliers de touristes pour les fêtes de fin d'année, le mouvement social qui bloque le Centre depuis plus de trois semaines finit par faire désordre. Dans l'ombre et depuis la semaine dernière, le cabinet de Frédéric Mitterrand s'agite, consulte et reçoit.

Mais la situation fait du surplace : les syndicats, menés par l'intransigent FO, réclament que le gouvernement renonce aux suppressions d'emplois (41 postes entre 2010 et 2011), ce que ce dernier refuse au nom de la révision générale des politiques publiques (RGPP). « Beaubourg est un des seuls musées dont la subvention n'ait pas baissé cette année, et le seul

qui ait vu ses emplois croître depuis 2006. Comme les autres, il se doit de ne pas remplacer un départ en retraite sur deux » explique-t-on au cabinet.

En attendant, le Centre Georges-Pompidou s'étirole. « C'est une situation grave, hautement préjudiciable à l'image comme aux résultats de notre établissement », a indiqué, vendredi, Alain Seban, président du Centre. Selon lui, la perte de recettes commerciales liées à la grève s'élèverait à 300 000 euros par semaine, un chiffre d'autant plus élevé que l'exposition sur Pierre Soulages attirait 5 500 visiteurs par jour. Celle sur la photo surréaliste, « La subversion des images », est aussi en berne. Le salon du livre d'art ArtBook a été annulé. L'exposition sur l'ameublement (sur les 30 ans du VIA), qui a tout de même été montée derrière les portes closes, devait ouvrir au public demain. Sur le site Internet du musée, la direction « s'excuse pour les désagréments que cette situation occasionne » et indique la marche à suivre pour se faire rembourser ses places de spectacle, billets pré-réservés et pass.

Quant aux trois concessionnaires - Costes pour le restaurant Le George, Flammarion pour la librairie et le Printemps Design - ils font grise mise. Les deux premiers auraient d'ailleurs mis plusieurs salariés au chômage technique. « Depuis le début du conflit, nous en sommes à près de 900 000 euros de pertes », calcule-t-on au Centre. Une somme qui ne devrait pas être remboursée par l'État. La note paraît d'autant plus salée qu'elle serait le fait d'un petit nombre de grévistes - Alain Seban parle « d'une vingtaine d'agents sur plus de 1 100 collaborateurs ». De fait, les syndicats sont très implantés dans la sécurité et chez les pompiers, deux corps de métiers indispensables pour l'ouverture du musée : il faudrait obligatoirement sept pompiers pour pouvoir accueillir le public. Face au blocage, les organisations syndicales de Beaubourg devraient être reçues aujourd'hui au cabinet.

Demain, le conseil d'administration du Centre va se réunir afin d'examiner les éventuelles portes de sortie. Sans attendre d'y être, l'adjoint au maire de Paris, Christophe Girard, a déjà donné son avis : « Une réduction drastique des effectifs risque de conduire à une paupérisation du ministère de la Culture », a-t-il lancé, se rangeant ainsi du côté des grévistes.

« **EN BREF.** », *La Croix*, n°38538, mardi, 15 décembre 2009, p. 22. Culture.

GRÈVE

Beaubourg et la BNF toujours mobilisés. Le Centre Pompidou était fermé lundi pour la 4e semaine consécutive, une partie des personnels protestant contre l'application de la révision des politiques publiques qui prévoit la suppression de 18 postes dès 2010. Un préavis de grève avait été aussi déposé à la Bibliothèque nationale de France pour mardi afin de dénoncer là aussi des suppressions de postes, et la baisse de la subvention de l'État.

lundi, 14 décembre 2009

E., Fl. « La grève continue partiellement », *Le Monde*, lundi, 14 décembre 2009, p. 19. Culture. Musées

A la troisième semaine de grève partielle dans les musées et établissements publics, le dialogue a été ouvert, jeudi 10 décembre en soirée, au ministère de la culture avec les syndicats représentant les personnels. Les mesures de réorganisation des divers établissements, dans le cadre du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, sont suspendues jusqu'au 31 janvier 2010, et un diagnostic contradictoire des moyens et des effectifs doit être réalisé pour chaque entité. Le ministère dit vouloir trouver des solutions. Les mouvements de grève sont ou non reconduits chaque matin, à l'issue du vote des personnels réunis en assemblée générale. Pour la CGT, le mécontentement demeure et " les

discussions dignes de ce nom ont trop tardé ". Au Centre Pompidou, fermé depuis vingt jours, Alain Seban, son président, qui parle d'une situation " hautement préjudiciable à des dizaines de milliers de visiteurs " et de " pertes de recettes de près d'un million d'euros ", se dit prêt à " des propositions concrètes ".

Fl. E.

LS, « Nouvelle grève à la BNF », livreshebdo.fr, 14 décembre 2009.

Un nouveau mouvement de grève affecte la BNF ce mardi 15 décembre.

Après le mouvement social qui a entraîné la fermeture de la Bibliothèque nationale de France le matin du 8 décembre dernier, une nouvelle grève touche la BNF ce mardi 15 décembre.

L'intersyndicale rappelle dans un communiqué que lors des dernières négociations, la direction a considéré que les suppressions de postes dans le cadre de la RGPP et la baisse de subvention à l'établissement "*sortaient de son domaine de compétence.*"

Toujours selon les syndicats, la direction a accepté de discuter de l'externalisation envisagée de certains services et a proposé certaines mesures pour la résorption de la précarité au sein de l'établissement, mais cela reste "*très insuffisant*", d'où ce nouveau mouvement de grève.

IV dimanche, 13 décembre 2009

« En bref » Aujourd'hui en France, dimanche, 13 décembre 2009, p. 0872126_1. Spec.

Musées

Le Louvre, Versailles et les monuments nationaux, touchés par un mouvement de grève depuis le 2 décembre, étaient ouverts normalement hier, mais le centre Pompidou devrait rester fermé ce week-end. Les grévistes protestent contre les suppressions d'emplois dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

V samedi, 12 décembre 2009

DESBENOIT, Luc, « Mitterrand fait grogner Pompidou », *Télérama*, n°3126, samedi, 12 décembre 2009, p. 14. A suivre !A la loupe

Confronté à son premier conflit social, Frédéric Mitterrand a trouvé les mots pour enflammer les esprits. « *Cette réforme a été menée par un gouvernement issu du suffrage universel. Elle devra s'appliquer* », déclarait-il mercredi dernier, sur France 2, après une réunion houleuse avec l'intersyndicale de la culture sur le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Résultat ? Alors que les personnels du centre Pompidou, en grève depuis le 23 novembre, menaient un mouvement un peu isolé, les portes des grands musées (le Louvre, Versailles, Orsay) fermaient sur-le-champ. Comme celles de nombreux monuments nationaux, à Paris et en province...

En pleine crise économique, ce conflit a des chances de passer pour une mesquine défense - catégorielle. D'autant que le message à délivrer n'est pas simple. Spécialement frappé par la réforme, le centre Pompidou devrait ainsi perdre 200 de ses 1 100 emplois d'ici à dix ans. Or, en 2006, à la suite d'une grève, le ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres (affilié

UMP), commanda une expertise qui déboucha sur la création de 65 postes jugés « nécessaires » aux « missions » du centre. Assurées par 35 corps de métiers - des activités pédagogiques à la recherche scientifique sur les oeuvres -, la plupart de ces missions sont invisibles. Mais chacune contribue à faire de ce musée, comme tous les autres, un corps vivant en symbiose avec son temps. L'application stricte de la réforme équivaut à une liquidation. Frédéric Mitterrand ne peut l'ignorer.

Luc Desbenoit

F.N., « Le château rouvre après la grève », *Le Parisien*, Oise, samedi, 12 décembre 2009, p. 0865116_1. Compiègne.

JEUDI SOIR, une délégation du personnel en grève oeuvrant dans les châteaux et musées de France a été reçue au ministère de la Culture. Les discussions ont duré près de quatre heures. « De cette rencontre, il ressort que les emplois statutaires seront tous préservés, rapporte Gérard Cazobon, le leader syndical de SUD-Culture à Compiègne.

Toutes les personnes partant en retraite seront ainsi systématiquement remplacées. C'était l'une de nos principales revendications. Par ailleurs, le ministère a décidé de constituer un groupe de travail qui serait chargé, dans un premier temps, de réfléchir sur les emplois. Quoi qu'il en soit, le plan du ministre est gelé au moins jusqu'à la fin du mois de janvier. » Le personnel du château de Compiègne, qui manifestait sa colère depuis une dizaine de jours, a donc décidé de reprendre normalement le travail. Le château sera ouvert ce week-end.

BOMMELAER, Claire, « En Bref », *Le Figaro*, n°20332, samedi, 12 décembre 2009, p. 34. Le Figaro et vous. Culture.

....

Grève à Beaubourg : Alain Seban écrit aux syndicats

Après vingt jours de conflit, le président du Centre Pompidou a écrit, hier, aux syndicats pour les « inviter à discuter ». « Je souhaite exposer des propositions concrètes », explique-t-il, alors que Beaubourg est totalement fermé. « J'en appelle à la responsabilité de chacun pour mettre fin à cette situation de blocage », indique-t-il dans une déclaration rendue publique. Selon Alain Seban, le blocage du Centre est « le fait d'une vingtaine d'agents », dans un établissement qui compte plus de 1 100 collaborateurs. « Des dizaines de milliers de visiteurs sont privés d'expositions », ajoute-t-il, et « la perte de recettes s'élève désormais à près de 1 million d'euros. » Les agents font grève contre le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux. Le ministre de la Culture a annoncé qu'il était prêt à « des ajustements ». Son directeur de cabinet a reçu les syndicats, et proposé notamment une répartition des suppressions de poste au sein du ministère. Les syndicats semblent divisés sur l'opportunité d'arrêter le mouvement, et veulent un étalement des retenues salariales pour fait de grève.

....

VI vendredi, 11 décembre 2009

GIGNOUX Sabine, « Le vaisseau Beaubourg dans la tempête », *La Croix*, n°38535, vendredi, 11 décembre 2009, p. 19. Culture.

Fer de lance de l'opposition à la révision des politiques publiques dans le domaine de la culture, le Centre Pompidou est fermé depuis trois semaines

Dans un amphithéâtre bondé, 200 employés du Centre Pompidou ont voté la poursuite de la grève jeudi, comme tous les matins depuis le 23 novembre, arc-boutés contre la révision

générale des politiques publiques (RGPP) engagée par Matignon, qui prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. La quasi-totalité des musées et monuments nationaux touchés par le conflit ont aujourd'hui rouvert gratuitement comme à Orsay, au Louvre, et, le matin, à Versailles où des grévistes bloquent l'accès aux caisses, mais Beaubourg reste ostensiblement fermé. La direction du centre a déjà perdu 900 000 € de recettes et voit avec inquiétude le préavis de grève courir jusqu'au 3 janvier...

Pourquoi cette cristallisation à Beaubourg, qui fut longtemps le navire amiral de la politique culturelle française, le premier à avoir conquis une semi-autonomie avec son statut d'établissement public, bien avant le Louvre ou l'Opéra de Paris ? À cause de sa jeunesse. Ouvert en 1977, le centre a recruté alors une bonne part de ses 1 108 salariés, une génération qui arrive aujourd'hui à l'âge de la retraite. La RGPP n'y entraînerait pas moins de 26 suppressions d'emplois en 2010 (chiffre ramené à 18 au début du conflit), 23 en 2011, autant en 2012, soit 6 % des effectifs en trois ans, et près de 200 en une décennie. Or, Beaubourg est loin d'être en sureffectif. En 2006, après déjà trois semaines de grève, le ministère de la culture avait consenti à lui accorder 65 créations de postes sur trois ans pour combler des manques criants. « Avec la RGPP, tout est remis par terre », soupire Concetta Collura, attachée de conservation et déléguée CFDT.

Sauf que le conflit de 2006 a aussi créé à Beaubourg une solidarité particulière. Aujourd'hui, la grève y repose par roulement sur une vingtaine de salariés, surtout des agents de sécurité, soutenus grâce à une caisse de solidarité. Et pour la première fois dans l'histoire du centre, la totalité des conservateurs, à l'exception des quatre directeurs adjoints et du directeur du musée, ont soutenu le mouvement dans une lettre adressée le 26 novembre au ministre de la culture. Ils y dénoncent « les conséquences catastrophiques de la RGPP au Centre Pompidou », tandis que le « budget d'acquisition des oeuvres s'est effondré depuis 2006 de près de 30 % ».

« On réduit nos effectifs alors même que doit ouvrir, en 2010, le Centre Pompidou à Metz et que le président du centre, Alain Seban, vient de lancer un nouveau festival, une antenne mobile... », s'insurge une gréviste. Pour pallier les suppressions de postes, la direction du centre choisira-t-elle d'externaliser certains services comme s'apprête à le faire Jean-Jacques Aillagon à Versailles ? Un audit ordonné par François Fillon devra délivrer des pistes d'ici à la fin de l'année...

vendredi, 11 décembre 2009

BOMMELAER, Claire, « Grève des musées : le ministre fait un geste », *Le Figaro*, n°20331, vendredi, 11 décembre 2009, p. 32. Le Figaro et vous. Culture

Mouvement Social Trois établissements dont Beaubourg étaient encore fermés au public, hier. Les syndicats ont été reçus au ministère de la Culture.

Bommelaer, Claire

Bien sûr, Beaubourg n'est pas le RER A et la grève qui s'y déroule passe presque inaperçue aux yeux des Parisiens. Mais alors que le mouvement social dans les établissements culturels flotte - trois musées étaient totalement fermés, hier, d'autres laissaient passer les visiteurs sans payer -, la réouverture du Centre Pompidou est devenue une sorte de priorité pour le gouvernement. Après avoir martelé sur toutes les ondes qu'il n'était « *pas question de revenir sur le principe du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux* » - objet du litige -, le ministre de la Culture a entrouvert une porte, hier, sur Europe 1. « *Je suis à l'écoute, il y aura des ajustements* », a-t-il indiqué, ajoutant : « *J'en ai sous le pied.* ».

Étaler les suppressions

Hier soir, les syndicats ont été reçus par le directeur de cabinet de Frédéric Mitterrand, afin de cerner ces fameux ajustements. Il semble que l'idée soit de faire moins de suppressions

d'emplois à Beaubourg (pour l'instant, 41 postes sur deux ans), et plus ailleurs. « *Le périmètre du ministère est large* », a lancé le ministre. Une autre piste serait d'étaler les suppressions de postes dans le temps. Il est vrai que la pyramide des âges du Centre Pompidou est déformée, 44 % des agents ayant plus de 50 ans.

Depuis le début du conflit, le président du Centre, Alain Seban, observe un silence prudent, renvoyant dos à dos Bercy et le ministère de la Culture. Mais il a fait ses calculs : en 17 jours de conflit, le musée aurait perdu plus de 600 000 euros de recettes commerciales (billets d'entrée, produits dérivés et redevances). Le salon du livre d'art ArtistBook a dû être reporté.

Quant à l'exposition « La Subversion des images », sur la photo surréaliste, qui se termine le 11 janvier, elle aura en partie raté son public.

Illustration(s) :

Plusieurs musées de la capitale, dont Beaubourg, ici le 2 décembre, ont fermé leurs portes. D'autres laissaient passer les visiteurs sans payer.

S. C. J., « Les musées dans la tourmente », *Sud Ouest*, Périgueux Bergerac...Bordeaux Rive Gauche, Vendredi, 11 décembre 2009, p. Périgueux-C1_2. Le Fait du Jour.

Les musées dans la tourmente

Le mouvement de grève s'amplifie dans les musées nationaux. Partie le 23 novembre du Centre Beaubourg-Pompidou à Paris, la révolte contre les réductions d'effectifs à venir chez les opérateurs culturels publics touche un nombre croissant d'établissements. Hier, le Centre Pompidou demeurait fermé au public (pour le 18^e jour consécutif) ainsi que le Musée national du château de Compiègne et le musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye.

34 musées nationaux relèvent de la Direction des musées de France. Dont, dans notre région, le château de Pau, le musée de la Préhistoire des Eyzies et les musées de l'île d'Aix. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le Musée national du château de Pau demeure accessible au public, malgré une forte mobilisation syndicale. Comme dans d'autres musées (le Louvre ou Orsay à Paris, par exemple), les grévistes mènent une action de sensibilisation des visiteurs et bloquent l'accès aux caisses pour leur permettre l'entrée gratuite.

Hier, en fin de journée, le directeur de cabinet du ministre de la Culture a reçu l'intersyndicale. Cette dernière s'oppose aux suppressions de postes préconisées par la révision générale des politiques publiques (RGPP) et le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans les prochaines années. À sa sortie, elle n'a pas souhaité faire de « commentaires à chaud ».

Hier matin, le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a déclaré sur une radio périphérique qu'il était « à l'écoute » des syndicats, mais précisé qu'il « ne reviendrait pas sur le principe de la réforme ».

S. C. J.

VILLEBEUF, Pascal, « Grève des employés du château pour exiger des moyens », *Le Parisien*, vendredi, 11 décembre 2009, p. 0861448_1. Seine-et-Marne Sud. Fontainebleau.

«NOUS SOMMES en sous-effectif, alors que la direction nous avait promis que la création d'un établissement public permettrait de dégager plus de moyens. Nous sommes inquiets pour l'avenir », confie Dominique Perrin, délégué CGT du personnel du château de Fontainebleau. Hier, toute la journée, une partie des 70 surveillants du palais était en grève et occupait l'entrée du musée et ses caisses. Du coup, les touristes pouvaient entrer sans payer. Objectif :

informer le public sur les suppressions d'emplois publics, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et évoquer les problèmes particuliers du château.

Les syndicats avancent des chiffres. « Depuis septembre 2006, nous avons perdu 17 postes de surveillant, dus à des mutations ou des retraites. On a réussi à obtenir quatre postes de remplacement. Mais dans quelques jours, deux vont s'en aller. Dans les salles du musée, nous devons être 18 personnes minimum pour surveiller le circuit des grands appartements.

Mais souvent, nous sommes obligés de fermer certaines salles, faute d'effectifs suffisants », souligne Alexandre, un autre syndicaliste.

Pour les surveillants des jardins, c'est pire. « Voilà huit ans, nous étions encore une vingtaine. A présent, nous ne sommes plus que 3 ou 4 par jour à oeuvrer. Du coup, la sécurité n'est pas assurée. Le jardin anglais, l'un des plus vastes du palais, est souvent fermé au public. Ce n'est pas normal », confie un agent. La CGT s'interroge, alors que la direction organisera le 15 décembre le premier conseil d'administration de l'Etablissement public administratif de Fontainebleau.

« La création d'un EPA est ambiguë si l'Etat ne nous soutient pas avec des moyens conséquents. Comment peut-on vouloir doubler le chiffre de fréquentation du château avec l'ouverture de nouvelles salles et des horaires élargis, sans personnel supplémentaire. Cela crée déjà des problèmes de tension avec l'encadrement.

On nous parle du recrutement d'un juriste, d'un directeur des ressources humaines, d'un responsable informatique, mais il y a un véritable besoin d'agents de surveillance. L'EPA risque de ne disposer que d'un budget fragile. Nous espérons être associés de façon étroite aux décisions de l'EPA.

Mais nous n'aurons que de 2 sièges sur 15. » Le travail devait reprendre ce matin.

Illustration(s) : (LP/P.V.)

VI jeudi, 10 décembre 2009.

ELKORD, Malika, « Une centaine de personnes crie "Non, non, non" devant le Centre Pompidou », *NouvelObs.com*, La Une, jeudi, 10 décembre 2009.

MORT DE LA CULTURE

Des employés du Louvre et du Centre Pompidou se sont rassemblés pour une performance visuelle, dénonçant la mort de la culture et soutenant les grévistes.

Une centaine de personnes, employés du Centre Pompidou et aussi du Louvre, s'est rassemblé à 13h sur la piazza du centre Pompidou pour une performance visuelle. Brandissant des cartons blancs avec une tête de mort ou un cercueil symbolisant la mort de la culture, ils se sont accroupis, certains se sont allongés, immobiles pendant quelques minutes en entendant "la culture se meurt", puis tous se sont relevés en criant "Non, non, non... résistons, réagissons". Ils ont terminé par une ronde autour de la place.

Réduction des espaces culturels

"Nous sommes venus manifester notre soutien à la grève du centre Pompidou, qui a démarré le 23 novembre, d'une manière créative porteuse de sens pour toute la culture, car la grève ce n'est pas seulement les départs à la retraite non remplacés, ce sont aussi d'autres problèmes comme le recours aux contrats précaires et la gratuité remise en cause", souligne une employée du Centre Pompidou.

En 2006, le Centre Pompidou employait 81 contrats à durée déterminée et 2012 contrats de vacation (un article détaillée) sur la situation du Centre Pompidou a été publié sur www.louvrepourtous.fr) "Nous sommes d'autant plus inquiets car d'après le projet 2012 qui a été confirmé aujourd'hui pour la BPI (bibliothèque publique d'information), on nous demande

de réduire les espaces de lecture pour laisser place à un espace de café parce qu'il faut que l'on ait une autonomie financière et que l'on rapporte de l'argent, rappelle Yannick Henrio, magasinier à la BPI. On tomberait ainsi à 100 000 livres à peine contre 300 000 aujourd'hui." Le centre Pompidou était fermé au public ce mercredi, au grand dam des visiteurs venus pour l'exposition Soulages.

(Malika Elkord - Nouvelobs.com)

SIRACH, Marie-José, « [À la BNF, la grève sur le parvis. Les personnels de la Bibliothèque nationale sont à cran à cause de la diminution des postes et des crédits.] », *'Humanité*, jeudi, 10 décembre 2009. Culture.

À la BNF, la grève sur le parvis. Les personnels de la Bibliothèque nationale sont à cran à cause de la diminution des postes et des crédits. Cela faisait un bail que le site de la Bibliothèque nationale de France n'avait pas vu un piquet de grève. Mardi matin, une centaine d'agents réunis en assemblée générale sur le site François-Mitterrand et simultanément sur le site historique de Richelieu ont voté la grève. Les personnels dénoncent un budget 2008-2009 qui n'a pas été à la hauteur de leurs missions et qui s'est soldé par une diminution de 5,2 millions d'euros pour le fonctionnement (auxquels il convient d'ajouter un manque à gagner de 2,2 millions, censés provenir des placements financiers et du mécénat)...

Victimes, eux aussi, de la révision générale des politiques publiques (RGPP) - rappelons qu'elle soumet les opérateurs publics à la règle du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite ainsi qu'à une diminution des crédits. L'intersyndicale dénonce donc la suppression de 64 postes d'ici à 2011 par l'application stricto sensu de ce principe édicté par Bercy et relayé par la rue de Valois. Or, il manque à ce jour 60 postes qui n'ont toujours pas été pourvus faute de crédits pourtant annoncés. Quant au budget 2010, il y est déjà prévu une diminution de 500?000 euros concernant les acquisitions.

Pour la CGT, la situation devient « intenable. On nous demande sans cesse d'assurer de nouvelles missions avec moins de personnels, moins de moyens ». Un casse-tête, d'où ce recours systématique, pour pallier les manques d'effectifs, à des vacataires, à des prestataires. Quant aux nouvelles missions, l'une d'elles concerne la numérisation de la BNF. « Qui va numériser, mettre en ligne les ouvrages?? Nous ou... Google, comme on l'entend dire?? » Les salariés devraient rencontrer la direction de l'établissement d'ici à la fin de la semaine. Même si cette dernière estime que, pour ce qui est des personnels et du budget, ce n'est pas de son ressort.

Marie-José Sirach

GAIRAUD, Marie-Anne, « Les salariés se serrent les coudes » *Le Parisien*, jeudi, 10 décembre 2009. Paris. Grève au Centre Beaubourg/Ive

ERIC HERVO, délégué CGT

Une croix de plus sur le calendrier. Hier, le Centre Pompidou en était à son 17^e jour de fermeture. Sur les grandes vitres du monument, des photos de l'ex-président Georges Pompidou sont barrées d'une banderole « en grève ». « Lui et sa femme se retourneraient dans leurs tombes s'ils voyaient ce qui se passe... » soupire Eric Hervo, délégué CGT qui travaille à la régie des salles de spectacle du centre.

Après plus de deux semaines de conflit social, la mobilisation perdure. De tous les musées nationaux en grève contre la réduction des effectifs prévue par l'Etat (le ministère de la Culture a annoncé le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite), le Centre Pompidou est celui où les salariés sont les plus mobilisés. Et pour cause : 44 % d'entre eux ont plus de 50 ans. La réduction du nombre de postes risque donc d'y être plus importante qu'ailleurs.

« D'ici à un an et demi, on perdrait les 65 postes qu'on avait obtenus en 2006 », compte Eric. « Pour tenir compte de cette spécificité, le nombre de suppressions de postes prévues pour 2009 est passé de 26 à 18 », fait-on valoir côté direction.

Des concessions insuffisantes aux yeux de l'intersyndicale. D'où le bras de fer. Alors qu'au château de Versailles ou au musée du Louvre, les jours de fermeture complète sont rares, depuis le 23 novembre, les portes restent obstinément fermées à Beaubourg. Le 2 décembre, au plus fort de la mobilisation, quelque 200 membres du personnel sur un total de 1 118 se sont déclarés grévistes. « Toutes catégories confondues », insiste Eric Hervo. Les autres jours, la mobilisation est nettement plus faible.

Pour empêcher la réouverture ponctuelle du Centre lorsque la mobilisation faiblit, les syndicats ont trouvé une parade. Leur botte secrète? Les agents de sécurité. « Etant donné que nous sommes dans un immeuble de grande hauteur en plein centre de Paris, les normes de sécurité pour permettre l'ouverture du site au public sont très strictes. Il faut un minimum de 16 agents présents », explique Nasser, ex-membre du service. La pénurie d'agents de sécurité est donc soigneusement organisée.

Une cagnotte de solidarité pour aider les grévistes a été ouverte pour combler les pertes de salaire. « Les salariés se serrent les coudes » assure Eric. « Moi, ça fait vingt-huit ans que je travaille au Centre, raconte le délégué. C'est un site unique en son genre : tous les artistes veulent venir à Pompidou. Il faut le préserver! » s'emporte le syndicaliste.

Illustration(s) : (LP/M.-A.G.) CENTRE POMPIDOU (IVe), HIER. Eric Hervo, délégué CGT, et Nasser Argeub (à droite) ne faiblissent pas après deux semaines de conflit social.

M.-A.G., « Les musées sont restés ouverts », *Aujourd'hui en France*, SPEC, jeudi, 10 décembre 2009, p. 0860951_1. Grève.

BONNE surprise pour les promeneurs et touristes : hier, la quasi-totalité des musées et monuments nationaux étaient ouverts au public. Certains sites, comme Orsay et le Louvre, étaient même gratuits puisque les grévistes, mobilisés contre les réductions d'effectifs, ont ponctuellement bloqué les caisses pour permettre aux visiteurs d'entrer sans payer.

« Il ne faut pas que le mouvement devienne impopulaire. C'est pourquoi plutôt que de bloquer les musées, certains personnels préfèrent laisser l'accès gratuit aux visiteurs », explique une déléguée CGT du Louvre.

VII mercredi, 9 décembre 2009.

« Le dialogue de sourds s'intensifie », *Libération*, n°8889, mercredi, 9 décembre 2009, p. 27. Culture

Retour sur la grève dans les musées

La grève qui perdure depuis le 2 décembre dans certains musées et monuments nationaux s'est étendue mardi à la BNF. Et le dialogue de sourds a continué. A l'Assemblée, lors de la séance des questions au gouvernement, le ministre Frédéric Mitterrand a vanté la « *politique ambitieuse et volontaire de modernisation de l'Etat* », qui se traduit notamment par le non-remplacement de la moitié des départs à la retraite. Il a estimé qu'« *il n'y a aucune raison pour que le ministère de la Culture, dont les missions ont été confirmées avec un budget en hausse, échappe à cette réforme* ». Le ministre de la Culture a déploré, en outre, que des « *minorités* » bloquent l'accès de certains établissements.

« *On a besoin d'un véritable ministre de la Culture qui défende son ministère. On n'a pas besoin d'un ministre du Budget bis* », a rétorqué Franck Guillaumet, secrétaire de la CGT-Culture

« [La grève perdure dans certains musées et monuments nationaux.] », *Télégramme (Bretagne)*, mercredi, 9 décembre 2009, p. IGE4. France – Monde. France. France

La grève perdure dans certains musées et monuments nationaux. Hier, le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a réaffirmé sa volonté de réaliser les économies demandées par Bercy. «Une politique ambitieuse et volontaire de modernisation de l'Etat est mise en oeuvre depuis deux ans», a estimé le ministre, qui a déploré que des «minorités» bloquent l'accès de certains établissements. «On a besoin d'un véritable ministre de la Culture qui défende son ministère. On n'a pas besoin d'un ministre du Budget bis», a répondu Franck Guillaumet, secrétaire de la CGT-Culture. Un mouvement de grève reconductible a été lancé le 2 décembre par les sept organisations syndicales du ministère de la Culture pour protester contre les suppressions de postes prévues dans le cadre de la Révision générale des Politiques publiques. La RGPP prévoit notamment la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. La BnF aussi

Le Centre Pompidou, qui sera particulièrement touché par cette réforme en raison de sa pyramide des âges, est le premier à s'être mis en grève. Depuis le 23 novembre, le Centre est fermé au public. Le manque à gagner pendant ces deux semaines se monterait à 600.000 euros. Le musée d'Orsay, le musée Rodin et le Château de Versailles (partiellement) étaient ouverts hier. Hier matin, la Bibliothèque nationale de France (BnF) a été fermée au public pendant trois heures en raison de piquets de grève. Le ministre de la Culture est confronté à un autre conflit social, celui des personnels de l'Institut national de Recherches archéologiques préventives (Inrap) à Paris, en grève depuis le 3 décembre pour protester contre le déménagement prévu du siège à Reims (Marne) à l'horizon 2011.

France - Monde : France

Note(s) : France - Monde : France

Illustration(s) : Ferme sur la réforme, Frédéric Mitterrand a déploré, hier à l'Assemblée, les blocages d'établissements. Photo AFP

[Mépris et comme il se doit pas signer](#)

« Grèves », *Le Progrès – Lyon*, mercredi, 9 décembre 2009, p. 4. Actu. Généré, Le Mot

On veut nous gâcher Noël ! Ces Fêtes que nous attendons tous, pour souffler un peu après un an de crise, les voici menacées par une guirlande de grèves.

Grève des routiers, pour commencer, qui pourraient vider les linéaires de la grande bouffe promise.

Grève aussi des cheminots, pour plomber nos vacances. Grève des musées, pour nous priver de loisirs....

Mais le pire est peut-être à venir : on a appris hier que le virus de la grève a également contaminé

les dabistes. Les dabistes, ce sont les personnes qui alimentent les DAB, les distributeurs automatiques de billets. Vous imaginez, un Noël sans DAB ? Des Fêtes sans possibilité de retirer de l'argent liquide, donc d'en dépenser à s'acheter plein de choses inutiles, ce qui est tout de même la justification première des Fêtes ? Arrivés à ce point de désespoir, on ne craint plus que la grève des dindes et des Pères Noël...

NORMAND, Frédéric, « Grèves à répétition au château », *Le Parisien*, mercredi, 9 décembre 2009. Oise, Compiègne

CEUX QUI voudraient visiter le palais impérial à Compiègne risquent de se déplacer pour rien... Depuis près d'une semaine, les responsables du château doivent en effet composer avec

le mécontentement d'une grande partie de son personnel. C'est ainsi que le palais impérial est resté fermé mercredi, vendredi et lundi en raison d'une grève très suivie. Qu'en sera-t-il aujourd'hui?

« Chaque matin, à 9 heures, nous organisons une assemblée générale, précise Gérard Cazobon, secrétaire de la section SUD-Culture. Et c'est là que nous décidons de la conduite à tenir et des actions à mener. Celles-ci peuvent prendre plusieurs formes, et notamment celle d'une grève. » La direction, de son côté, attend de savoir sur qui elle peut compter avant d'ouvrir les portes. Pas question de faire courir le moindre risque aux visiteurs en cas de sous-effectif.

Les agents d'accueil, des services techniques et des jardins du palais impérial participent donc activement à un mouvement national de grogne. En annonçant la semaine dernière qu'un départ à la retraite sur deux ne serait plus remplacé parmi les agents de son ministère, Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, a provoqué la colère dans les musées de France. « La situation devient préoccupante, estime ainsi Benoît Ailloux, secrétaire de la section CGT. Le personnel et le public seront les premiers à faire les frais de cette politique. Nos effectifs diminuent à vue d'œil. Pour garantir un accueil de qualité, il faut en finir avec ces décisions qui risquent de conduire à la disparition de nos jardins, par exemple, et de la plupart des espaces ouverts aux visiteurs. »

Le château, qui emploie aujourd'hui 106 personnes, a vu sa fréquentation fortement progresser cette année, surtout depuis l'émission « des Racines et des Ailes » qui lui a été consacré sur France Télévisions...

Pour savoir si le château est ouvert ou fermé : 03.44.38.47.00.

Illustration(s) :

(LP/F. ND)

Compiègne, lundi après-midi. Le château de Compiègne est actuellement victime de mouvements de grève à répétition.

FROIS, Emmanuèle, « EN BREF », *Le Figaro*, n°20329, mercredi, 9 décembre 2009, p. 32. *Le Figaro et vous. Culture.*

La BNF bloquée par des grévistes

La Bibliothèque nationale de France (BNF) a été fermée au public, hier matin, pendant trois heures en raison de piquets de grève mais a rouvert dans l'après-midi, a annoncé la direction. Cette grève à la BNF entre dans le cadre du mouvement lancé le 2 décembre par les organisations syndicales du ministère de la Culture pour protester contre les suppressions de postes.....

« Grève », *Le Parisien*, mercredi, 9 décembre 2009, p. 0854568_1. *Loisirs et spectacles. En Bref*

Le mouvement qui affecte les musées nationaux a touché hier la Bibliothèque nationale de France (BNF), dont les portes sont restées fermées au public pendant trois heures en matinée. Au musée d'Orsay, partiellement rouvert, le public a pu visiter les collections gratuitement. A Pompidou, fermé au public depuis maintenant quinze jours, les personnels grévistes mèneront, aujourd'hui à 13 heures, une action spectaculaire sur la Piazza Beaubourg pour dénoncer les départs en retraite non remplacés.

VIII Mardi 8 décembre 2009

« Le Centre Pompidou reste en grève », *Le Monde*, mardi, 8 décembre 2009, p. 26. Culture. Art.

Seul le Centre Pompidou, en grève depuis le 23 novembre, était fermé dimanche 6 décembre, alors que les autres musées et monuments nationaux restaient ouverts. Mais les perturbations peuvent reprendre dès ce début de semaine. Depuis le 2 décembre, une grève reconductible au jour le jour, qui entend protester contre des suppressions d'emplois à venir, perturbe l'accueil des musées et monuments.

Rembrandt et Raphaël aux enchères chez Christie's

Il est rare de voir des oeuvres de Rembrandt et de Raphaël vendues aux enchères. Un portrait en tableau du premier (photo) et un dessin du second, montrés vendredi 4 décembre au public pour la première fois depuis quatre décennies, devaient être vendus, mardi 8 décembre, par Christie's, à Londres. - (AFP.)

Un responsable de la musique suspendu

Le directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (CNSMD), Pascal Dumay, a été suspendu de ses fonctions, samedi 5 décembre, par le ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, après avoir été placé sous contrôle judiciaire. En poste depuis le 1er septembre, M. Dumay, 53 ans, est soupçonné d'avoir téléchargé sur son ordinateur des images à caractère pédopornographiques. Il est suspendu « dans l'attente du jugement pénal ou du prononcé d'une sanction disciplinaire », dit le ministère. Pascal Dumay doit comparaître le 22 janvier devant le tribunal correctionnel de Versailles.

L'Egypte veut organiser une conférence sur la restitution des oeuvres

L'Egypte souhaite accueillir une conférence des pays désireux de voir les musées du monde leur rendre leurs oeuvres d'art, a déclaré, le 6 décembre, le chef du Conseil suprême des antiquités égyptiennes, Zahi Hawass. Une invitation sera adressée à l'Italie et à la Grèce, un pays qui demande à la Grande-Bretagne le retour des frises du Parthénon. L'Egypte réclame de nombreuses pièces, comme la pierre de Rosette exposée à Londres, le buste de Néfertiti, montré à Berlin. - (AFP.)

COQUIDE, Patrick, « Frédéric Mitterrand Aux prises avec la RGPP », *La Tribune* (France), n°4359, Politique France, mardi, 8 décembre 2009, p. 5. Social.

La révision générale des politiques publiques contraint le ministère de la Culture à faire des économies.

La grève s'essouffle dans les musées, mais le ministre de la Culture n'en a pas fini pour autant avec la contestation. Après une semaine d'arrêts de travail pour dénoncer les suppressions d'emplois, les personnels de la culture réunis lundi en assemblée générale ont, en effet, décidé de maintenir la mobilisation, mais sous d'autres formes. D'autres assemblées devraient avoir lieu ce mardi dans certains musées, comme au Centre Pompidou, ou à la Bibliothèque François-Mitterrand à Paris, pour décider des suites à donner au mouvement.

C'est la décision de François Fillon, rappelée encore jeudi dernier par Éric Woerth, le ministre des Comptes sociaux, de soumettre les " opérateurs de l'État " à la révision générale des politiques publiques (rgpp) et de leur appliquer la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux qui a mis le feu aux poudres. Pour les syndicats, cette dernière règle devrait aboutir à la suppression d'un millier d'emplois d'ici à 2011.

Peu au fait des subtilités de la rgpp, le nouveau ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, va devoir gérer dans les prochains mois le dossier délicat de la rationalisation des moyens de son ministère.

La Culture est l'un des ministères qui possède le plus d'opérateurs sous sa tutelle : près d'une centaine sur 650, dont les principaux musées et monuments historiques nationaux. Les effectifs de ces établissements publics atteindront l'an prochain 17.990 personnes alors que le ministère n'emploie que 11.519 agents.

Or, ces opérateurs culturels, qui disposent d'une certaine autonomie de gestion comme tous les établissements publics, se sont jusque-là largement affranchis des règles budgétaires imposées aux administrations classiques. En 2008, ils ont dépassé de 217 % le plafond d'emplois qui leur était attribué, et de 158 % en 2009. Pour justifier ces créations de postes " hors plafond ", les opérateurs affirment les rémunérer grâce à des ressources propres, comme le produit des ventes dans les musées.

Frédéric Mitterrand aura du mal à défendre longtemps l'exception budgétaire de la culture.

8 décembre 2009

WIDEMANN , Dominique, « [La culture reste mobiliséePlusieurs centaines de personnels des services publics de la culture ont occupé le parvis de Beaubourg ?] », *L'Humanité*, mardi, 8 décembre 2009. Culture.

La culture reste mobiliséePlusieurs centaines de personnels des services publics de la culture ont occupé le parvis de Beaubourg ?hier. La mobilisation s'élargit à de nouveaux secteurs comme la Bibliothèque nationale de France. «Nous attendons du ministre qu'il devienne un véritable ministre de la Culture, suspende la réforme et organise un grand débat public sur la place de la culture dans notre pays. » C'était, hier matin, sur le parvis du Centre Pompidou, une nouvelle assemblée générale des personnels mobilisés pour la défense du service public de la culture. Ici s'entame une troisième semaine de grève. Ceux de la Bibliothèque publique d'information (BPI), forte des cinq mille visiteurs qu'elle reçoit quotidiennement, sont également en grève depuis sept jours. Le mouvement, comme en témoignent les intervenants qui se succèdent au micro, touche Orsay, le Louvre, Versailles, les Monuments nationaux de Paris et de la région, nombre d'établissements publics en province. Les Archives nationales, les services de l'archéologie préventive sont en résistance. Les personnels de la Bibliothèque nationale de France (BNF) ont déposé un préavis de grève pour ce mardi. Il en est de même à la Cité de l'immigration.

Partout, sous des formes d'action diverses, s'exprime le rejet d'une réforme de la fonction publique qui prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, des baisses de subventions et annonce autant de difficultés, voire d'impossibilités, pour les agents, à remplir leurs missions. C'est bien là ce qui gonfle les voix de colère face à un mépris, une brutalité d'État qui ne reculent devant rien. Les élus des Verts, du Parti communiste, du Parti de gauche au Conseil de Paris étaient venus apporter leur soutien ainsi qu'Olivier Besancenot. L'inflexibilité choisie par le pouvoir, la défaite de ses arguments incitent à la violence. Hier matin, des huissiers avaient été dépêchés au Louvre pour pointer les piquets de grève. Toute la semaine dernière, l'administration du plus grand musée du monde, son directeur Henri Loyrette, n'ont cessé, en toute irresponsabilité, d'organiser activement la confusion pour dégrader le mouvement. Grilles ouvertes dans le dos des grévistes pour tenter de susciter des échauffourées avec des visiteurs déçus dont le flux, qui peut provoquer des queues de trois mille personnes, a été chaque fois régulé par des personnels en grève soucieux de la sécurité du public et des œuvres. Celle-ci n'est à l'heure actuelle aucunement assurée. Vendredi soir, les responsables des organisations de l'intersyndicale ont été expulsés de la rue de Valois par la police, des secrétaires nationaux ont été gravement molestés. Tandis que l'intersyndicale prépare la suite du mouvement, on ouvre des caisses de grève, on rappelle aux citoyens que ces établissements en lutte sont leur inaltérable propriété.

Dominique Widemann.

1 « Le bras de fer continue dans les musées », *Le Parisien*, mardi, 8 décembre 2009, p. 0851689_1. Paris.

Centre Pompidou (IVe), Hier.

La grève, entamée depuis quinze jours au centre Beaubourg (IVe), pour dénoncer la baisse des effectifs, se poursuit. Hier à l'occasion d'une grande assemblée générale qui s'est tenue sur le parvis, les grévistes ont décidé de reconduire leur mouvement de protestation. Aujourd'hui, le centre Beaubourg et le Louvre resteront fermés (comme chaque mardi) et dès mercredi matin, le personnel se réunira à nouveau. Aujourd'hui c'est du côté du château de Versailles et du musée d'Orsay que le degré de mobilisation du personnel sera évalué à l'occasion de nouvelles assemblées générales. Selon la CGT, la grogne pourrait s'étendre à la BNF et à la bibliothèque Richelieu, puisque le personnel de ces deux établissements doit se réunir ce matin. Ces établissements pourraient être totalement ou partiellement fermés pour des raisons de sécurité. Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a réaffirmé vendredi soir sa « détermination à réaliser l'objectif gouvernemental du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux ».

Illustration(s) :

(LP/NICOLAS COYER.)

IX Lundi 7 décembre 2009

SIRACH, Marie-José, « [La règle du un sur deux met en péril la politique culturelle Beaubourg s'apprête à ?] », *L'Humanité*, Culture, lundi, 7 décembre 2009.

La règle du un sur deux met en péril la politique culturelle Beaubourg s'apprête à ?entrer dans sa troisième semaine de grève. La mobilisation s'étend. Le gouvernement reste inflexible. Ce matin, il est prévu une importante assemblée générale des personnels de tous les musées et des monuments nationaux à Beaubourg.

Vendredi dernier, au Louvre, la tension était montée d'un cran après que la direction du musée avait pris la décision d'ouvrir les portes au public avant même que l'assemblée générale des personnels vote la grève. Au mépris de la sécurité des personnes et des œuvres...

La veille, devant un parterre de 500 représentants des opérateurs de l'État, Éric Woerth leur a fait part des nouvelles règles de gouvernance dans le cadre de la RGPP - qui comprend cette fameuse règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux et affiche pour objectif 10 % d'économies d'ici trois ans. À propos du conflit dans les musées, il a déclaré que si « l'État se pose des questions sur ses propres effectifs, pourquoi ne s'en poserait-il pas sur ceux du Centre Pompidou?? D'autant que la vision générale sur les trois dernières années est plutôt à l'augmentation ».

Un ministre du Budget qui a des visions. Un ministre de la Culture qui fait la sourde oreille. Ainsi avancent les bons petits soldats du sarkozysme.

la politique du chiffre n'épargne aucun domaine

Derrière le noble vocable de « réforme » se cache une politique du chiffre aveugle, bête et inefficace. Redoutable piège où celui qui tente de s'y opposer sera immédiatement taxé de conservateur. Derrière cette politique du chiffre qui n'épargne aucun domaine se cache un discours idéologique du « trop d'État », « trop de fonctionnaires », « trop de dépenses publiques ». Qu'importe que l'activité culturelle soit génératrice de richesses plus qu'elle n'en

consomme. Seul compte ce dogme du chiffre. Un fonctionnaire sur deux. Circulez, y a rien à voir?!

Derrière une politique dite de rationalisation se cache une idéologie qui ne veut surtout pas dire son nom. En lieu et place d'une politique visionnaire, le gouvernement pratique une politique révisionniste. Sur le plan politique, le gouvernement joue la carte de l'inflexibilité et du passage en force avec une arrogance et un mépris sans bornes. Le gouvernement Sarkozy ne roule que pour Sarkozy et pratique la politique du rouleau compresseur sans états d'âme. Il adopte la même attitude, à l'égard des personnels des musées et des monuments nationaux, qu'avec les chercheurs, les enseignants, les personnels de santé ou de la justice.

Ces derniers temps, le ministre de la Culture n'a cessé de se déplacer. Un jour, il a posé la première pierre du Louvre-Lens. Un autre, la première pierre du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), à Marseille. Comment réussira-t-il à concilier la règle du « un sur deux » avec la création de ces nouveaux établissements??

Marie-José Sirach

SIRACH, Marie-José, « [Derrière la grève, un profond malaise Sous les longs tuyaux colorés du bâtiment, les personnels de Pompidou ne cachent plus leur désenchantement, leur désarroi.] », *l'Humanité*, lundi, 7 décembre 2009. Culture.

Derrière la grève, un profond malaise Sous les longs tuyaux colorés du bâtiment, les personnels de Pompidou ne cachent plus leur désenchantement, leur désarroi. Témoignages sur le vif. Vendredi dernier, la direction de Beaubourg a laissé entendre qu'elle décompterait les jours de grève sur la fiche de paie de décembre. Les syndicats ont dénoncé une tentative d'intimidation. Jusqu'ici, la question des jours de grève était posée lors du dernier round des négociations à la fin d'un conflit. Une attitude qui n'étonne plus, tant les relations et les conditions de travail au sein du Centre ne cessent de se dégrader.

Le «turnover» des expositions, des spectacles vivants, des rencontres, des débats... la programmation de Beaubourg impressionne tant par sa qualité et sa rigueur que par sa quantité. « On ne compte plus nos heures. Il nous arrive de travailler plusieurs jours de suite, douze à treize heures par jour, week-ends compris, et quand tout est fini, rien, pas le moindre mot de remerciement, pas le moindre signe de reconnaissance. » En cause, une politique parfois plus événementielle que de longue haleine?; une boulimie qui s'étend jusque dans les produits dérivés. Avec une masse salariale constante et un recours de plus en plus systématique aux vacataires. L'externalisation est le maître mot de tout management moderne, et le personnel vit de plus en plus mal cette situation. Beaucoup se sentent pris dans un engrenage, un non-sens économique. On ne parle plus d'investissements mais d'objectifs?; de crédits budgétaires mais de mécénat. « On perd de vue le sens de nos métiers. On se sent dévalorisé dans notre savoir-faire. » Alors oui, ils ont mal au cœur que la rétrospective Pierre Soulages coïncide avec la grève. Mais ils n'ont pas choisi le moment. C'est le gouvernement qui a imposé son calendrier.

M.-J. S.

FABRE, Clarisse, « Le Musées : le dialogue n'est pas très " serein " », *Le Monde*, lundi, 7 décembre 2009, p. 23. Culture.

Vendredi 4 décembre, vers 19h 30, le feuilleton de la grève dans les musées a été marqué par un incident. Onze représentants syndicaux, qui occupaient l'antichambre du bureau du ministre de la culture Frédéric Mitterrand, ont été évacués brutalement par la police.

Ils faisaient le siège depuis le milieu de l'après-midi, pour dénoncer le non-remplacement d'un retraité sur deux. " Quand on a vu les forces de l'ordre arriver, on a dit "OK, on s'en va". Mais

les policiers ont fait preuve d'une violence gratuite, sous les yeux du chef de cabinet de Frédéric Mitterrand ", raconte Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT-Culture. L'entourage du ministre minimisait l'incident : " Les syndicalistes cherchent à théâtraliser le conflit. "

Le " dialogue serein " que prône M. Mitterrand commence mal. Dans un communiqué, ce dernier rappelle sa " détermination " à appliquer la réforme. Mais il est prêt à " engager des négociations au sein de chaque établissement ". La diminution des effectifs se ferait au cas par cas, selon la pyramide des âges.

Au Centre Pompidou, où le conflit a démarré le 23 novembre, et où 44 % des agents ont plus de 50 ans, il serait question de supprimer 18 postes et non plus 26, en 2010. Mais les syndicats refusent.

Vendredi 4 décembre, plusieurs musées, dont Orsay et Versailles, et sept monuments historiques, dont l'Arc de triomphe et les tours de Notre-Dame, étaient fermés. Le Louvre a pu ouvrir avec son effectif de 280 agents, malgré la tenue d'une assemblée générale sous la pyramide, lieu principal d'entrée. Seuls 13 employés d'une société de sécurité privée étaient au travail. Les autres étaient à l'AG. " Nous devons faire rentrer un maximum de monde ", au mépris des consignes de sécurité, dit un employé. La direction répond que " le Louvre ne gère pas ces personnels ".

L'ouverture de plusieurs musées, les 5 et 6 décembre, pourrait être très perturbée.

Clarisse Fabre

« Expos temporaires aux musées », *Libération*, n°8887, lundi, 7 décembre 2009, p. SP120. Culture.

conflit . Malgré quelques ouvertures ce week-end, la grève, toujours pas levée, commence à coûter.

En dépit d'une accalmie ce week-end, le conflit dans le secteur public de la culture entre dans sa deuxième semaine. Avec des répercussions économiques non négligeables. Au centre Pompidou, où avait lieu une exposition Soulages, on estime le manque à gagner à environ 300 000 euros par semaine. Or, Beaubourg est fermé depuis deux semaines.

Dimanche, le musée d'Orsay, fermé depuis quatre jours, était accessible gratuitement (comme chaque premier dimanche du mois), ainsi que les deux tiers des salles du Louvre. Le château de Versailles dans sa totalité est resté ouvert, tout comme l'Arc de triomphe, le Panthéon, les tours de Notre-Dame, la Conciergerie et la Sainte-Chapelle, a indiqué le Centre des monuments nationaux.

Le début de semaine risque d'être plus dur. Plusieurs grands établissements de Paris et de province resteront sans doute fermés, et d'autres - comme la BNF, la Réunion des musées nationaux ou la Cité nationale de l'immigration - doivent rejoindre le mouvement dans les jours prochains.

Les organisations syndicales sont convaincues que le temps joue pour elles : l'industrie du tourisme (hôtels, tour-opérateurs, etc.) craint des annulations en masse suite à la fermeture des musées et pressera les pouvoirs publics de trouver des solutions. Jeudi, la fermeture totale du Louvre, premier musée du monde, a été un important coup de semonce. D'autant qu'une partie du personnel chargé de la sécurité, employée par la société privée Main Sécurité (filiale d'Onet), s'est jointe au mouvement.

L'économie de la culture est au centre du conflit, à plusieurs titres. Les grandes expositions parisiennes drainent un public de plus en plus nombreux, ouvrant désormais en nocturne et, de ce fait, soumettant les personnels à des conditions de travail de plus en plus dégradées. Les réductions de personnel et de budget imposées par la Révision générale des politiques publiques (réforme qui touche tout le secteur public) arrivent au mauvais moment. La baisse

des effectifs oblige les établissements à se tourner vers des prestataires privés, plus habitués à surveiller les supermarchés que les expositions d'arts plastiques. Et la baisse des budgets amène les musées à privilégier les expositions les plus rentables, au détriment de manifestations plus ambitieuses et plus risquées. Le désengagement public dans la culture aura donc des effets sensibles.

Pour l'heure, le dialogue social est en panne. Au centre Pompidou, les journées de grève ont déjà été retranchées des feuilles de paye de novembre, procédure peu habituelle au milieu d'un conflit social. Et le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, reste aux abonnés absents.

« *Quatorze jours de grève à Beaubourg* », ***Le Parisien***, , **lundi, 7 décembre 2009. Paris.**
L'actu En Flash

IVe.Le Centre Pompidou, en grève depuis le 23 novembre, était encore fermé hier, selon la section CGT. Le personnel du centre, où se tient une belle exposition consacrée au peintre français Pierre Soulages, en est à son quatorzième jour de grève. L'intersyndicale du ministère de la Culture tiendra aujourd'hui, à 12 heures, une assemblée générale sur le parvis du Centre Pompidou pour faire un point sur le mouvement de grève qui perturbe depuis mercredi certains musées et mouvements nationaux et vise à protester contre les suppressions d'emplois à venir.

X dimanche, 6 décembre 2009

« *Orsay et Beaubourg fermés hier* », ***Aujourd'hui en France***, SPEC, **dimanche, 6 décembre 2009, p. 0835624_1Musées / SPEC Grève**

LA GREVE qui affecte depuis mercredi les musées et a obligé certains d'entre eux à fermer a semblé marquer une pause hier. Seuls le Centre Pompidou, le musée d'Orsay, la Sainte-Chapelle et la Conciergerie étaient toujours fermés à Paris. En revanche, le musée du Louvre a ouvert, avec deux heures et demie de retard, le temps que se tienne une assemblée générale des personnels qui a reconduit la grève. Au vu du nombre d'agents non grévistes, la direction a décidé d'ouvrir 70 % des salles ainsi que les expositions temporaires, notamment « Rivalités à Venise ».

De son côté, le château de Versailles, fermé jeudi et vendredi, a ouvert à 10 heures. L'Arc de Triomphe était ouvert également, ainsi que les tours de Notre-Dame.

Les syndicats du ministère de la Culture protestent contre les réductions d'effectifs à venir chez les opérateurs culturels publics, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

XI samedi, 5 décembre 2009

LAUNET, Edouard, « Le Louvre ouvert au public, Versailles fermé toute la journée », *Libération*, n°8886, samedi, 5 décembre 2009, p. 22. Culture.

Le mouvement de grève dans le secteur public de la culture s'est poursuivi vendredi dans plusieurs établissements : centre Pompidou (douzième journée), château de Versailles, musée d'Orsay, Arc de triomphe, Conciergerie, Sainte-Chapelle, etc. Le Louvre a rouvert mais partiellement, une partie du personnel de la société privée de sécurité qui filtre les entrées s'étant jointe à la grève. Plusieurs autres établissements, comme la BNF, le musée Rodin ou la Réunion des musées nationaux, ont déposé des préavis de grève pour les jours prochains. Une

assemblée générale du personnel du ministère de la Culture est prévue lundi matin au centre Pompidou. Vendredi soir, une nouvelle rencontre entre l'intersyndicale et le cabinet du ministre Frédéric Mitterrand s'est terminée en impasse, la première exigeant qu'il n'y ait aucune suppression de postes, le second répétant que la Révision générale des politiques publiques (RGPP,) serait appliquée dans toute sa rigueur. Tout semble en place pour un pourrissement du conflit. Qui craquera le premier? E.La.

« **La grève s'installe au Louvre** », *Le Parisien*, samedi, 5 décembre 2009. Paris.

Musée Du Louvre (Ier), Hier Après-Midi.

« Louvre Museum on strike ! » En anglais, en italien ou en français, les employés grévistes du Louvre interdisaient hier l'accès central à la Grande Pyramide. Fermé la veille, le musée a cependant rouvert en partie et les touristes ont notamment pu visiter l'exposition « Titien, Tintoret, Véronèse... ». « Nous nous battons contre les suppressions d'emplois et les baisses de subventions décidées par le gouvernement », expliquait aux visiteurs Thierry Choquet, délégué CGT. La grève qui touche le Louvre depuis trois jours s'inscrit dans le mouvement social lancé mercredi par l'intersyndicale FO-CGT-SUD-Unsa dans les musées pour contester le non-remplacement d'une personne sur deux partant à la retraite. Selon le Centre des monuments nationaux, l'Arc de Triomphe, la Conciergerie, la Sainte-Chapelle, les tours de Notre-Dame, mais aussi Beaubourg et le musée d'Orsay étaient également fermés au public hier. Alors que Frédéric Mitterrand a réaffirmé sa « détermination à réaliser l'objectif gouvernemental », une délégation syndicale a occupé un salon du ministère de la Culture hier en fin d'après-midi.

XII Vendredi 4 décembre 2009

« **Musées : places de grève** », *Libération*, n°8885, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Culture.

conflit . De Versailles au Louvre, le mouvement s'est durci et étendu hier, après l'échec des discussions entre Frédéric Mitterrand et les syndicats.

Par édouard Launet Photo julien daniel. Myop

Démarrée en ordre dispersé, la grève dans le secteur public de la culture s'est sensiblement durcie hier, puisque deux établissements importants ont rejoint le mouvement : le Louvre et le château de Versailles, fermés au public. En outre, un préavis de grève reconductible a été déposé à la Bibliothèque nationale de France pour mardi prochain, et pour le lundi 14 décembre à la Cité nationale de l'Immigration.

Hier, le conflit se poursuivait au centre Pompidou (fermé depuis douze jours), à la Bibliothèque publique d'information (BPI), au musée d'Orsay, au musée Rodin, au musée Gustave-Moreau ainsi qu'en province, au musée du château de Pau et au musée Picasso de Vallauris. Du côté des monuments historiques, le mouvement touchait l'Arc de Triomphe, la Sainte-Chapelle, les tours de Notre-Dame, le château d'Azay-le-Rideau, les remparts d'Aigues-Mortes, le château de Carcassonne et la tour de la Chaîne à La Rochelle.

Effectifs. La fronde vient de l'application aux établissements culturels publics (musées, bibliothèques, théâtres, écoles) d'une réforme visant à réduire les effectifs - avec un départ à la retraite sur deux non remplacé - et les subventions publiques. Le gouvernement souhaite en effet que les «opérateurs de l'Etat» se voient désormais appliquer les mêmes règles d'économies et de réductions d'effectifs que dans l'administration centrale. Jeudi, les

déclarations des ministres concernés, Frédéric Mitterrand (Culture) et Eric Woerth (Budget), n'ont pas été de nature à apaiser les tensions.

Après l'échec de ses discussions, mercredi soir, avec l'intersyndicale, Frédéric Mitterrand a fait, hier matin sur France 2, cette singulière déclaration : « *Cette réforme a été menée par un gouvernement qui est issu du suffrage universel. Cette réforme devra s'appliquer.* » Ce qui revient à dire que, dans le sillage de l'élection présidentielle (et non gouvernementale) de 2007, aucune réforme ne pourrait plus être discutée sans attenter au suffrage du peuple ? Un peu plus tard, après avoir reçu à Bercy les dirigeants des établissements publics, Eric Woerth prenait le relais en délivrant cette feuille de route : « *Le bon dialogue social, ça ne veut pas dire [...] ne prendre que des décisions absolument populaires; c'est bien comprendre le sujet, bien faire partager, aussi, les soucis de l'employeur.* » Ainsi les patrons sont-ils retournés devant leurs troupes en ébullition avec le souci de bien expliquer leurs problèmes et ceux des pouvoirs publics.

Henri Loyrette, à son retour au Louvre, qu'il préside, a eu du mal à faire partager ses soucis, car sa réunion avec les syndicats a tourné court : accusant les organisations d'avoir installé des piquets de grève à l'entrée du musée, le président a claqué la porte et envoyé un huissier établir un constat.

«**Bréviaire**». Pour Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT Culture, «*Frédéric Mitterrand a démontré mercredi soir qu'il ne connaissait rien à la réalité quotidienne des établissements publics[et]s'est contenté de réciter le bréviaire de la RGPP [Révision générale des politiques publiques, ndlr].*» Les syndicats continuent de réclamer le maintien des subventions aux établissements et l'abandon des suppressions de postes. Ils craignent que les tâches supprimées soient transférées vers le privé, notamment vers des sociétés de sécurité et de gardiennage, au risque d'une dégradation du service, comme à la RMN (*Libération* du 3 mars 2008).

«*Alors que la fréquentation des musées est en progression et que les activités culturelles se développent, il est aberrant de vouloir réduire les moyens budgétaires et humains au lieu d'accompagner cette dynamique. L'approche du problème par le gouvernement est aujourd'hui totalement contre-productive*», estime Nicolas Monquaut.

Le gouvernement craint que le mouvement touchant la culture n'ait un effet de contagion dans l'ensemble du secteur public. Hier soir, le Parti communiste dénonçait une nouvelle fois la Révision générale des politiques publiques, «*qui met en péril le fonctionnement même*» des musées de France, et serait «*le début de la mise en place par le gouvernement d'une refonte totale de ce qui fait le socle du service public français.*»

FABRE, Clarisse, « Le gouvernement inflexible face à la grève des musées », *Le Monde*, vendredi, 4 décembre 2009, p. 24. Culture.

Huit jours de grève, et toujours rien à se mettre sous la dent. Le mouvement social au Centre Pompidou va-t-il s'éteindre, de guerre lasse ? Ou va-t-il se durcir jusqu'à ce que le gouvernement cède aux revendications ? Tous les scénarios étaient envisagés, mercredi 2 décembre, à l'issue de la rencontre électrique entre Frédéric Mitterrand et les organisations syndicales, rue de Valois. C'était la première réunion avec le ministre de la culture depuis le début du conflit à Beaubourg, le 23 novembre. « *L'ambiance était tendue, il y a eu des éclats de voix et chacun est resté sur ses positions* », résume un participant.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, FSU, SUD et UNSA a réclamé que le secteur de la culture soit exempté de la révision générale des politiques publiques (RGPP), qui prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Le ministre a opposé une fin de non-recevoir. « *Frédéric Mitterrand a dit que la RGPP s'appliquerait dans la culture comme dans les autres ministères* », a confirmé son directeur de cabinet, Pierre Hanotaux. Dans la soirée,

l'intersyndicale rédigeait un communiqué appelant à la reconduction de la grève et à la tenue d'assemblées générales dès le jeudi 3 décembre.

Ce n'est pas gagné. La journée d'action de ce mercredi 2 décembre n'a pas transformé le paysage muséal en succession de portes closes. Certes, le Centre Pompidou, les Musées d'Orsay et Gustave-Moreau, à Paris, ont été fermés au public, de même que le Musée du château de Pau et le Musée Picasso de Vallauris. Mais, une fois les AG terminées et le décompte des grévistes effectué, le Louvre a pu accueillir les visiteurs moyennant quelques fermetures de salles, et Versailles a ouvert avec une heure de retard. Enfin, six monuments historiques étaient inaccessibles en raison de la grève, parmi lesquels l'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle à Paris, le château d'Azay-le-Rideau, les remparts d'Aigues-Mortes, etc.

" Nous avons eu peu de temps pour organiser cette journée. Nous avons le soutien de tous les partis de gauche, des collègues du spectacle vivant. Il y a urgence à s'organiser pour construire le rapport de force ", plaide Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT-culture. Il ajoute : *" Frédéric Mitterrand est dans sa tour d'ivoire ! Il ne voit pas la souffrance causée par la RGPP dans l'administration centrale. Tous les jours, on entend des témoignages qui font froid dans le dos. Quelques cas ont été réglés, mais beaucoup d'agents ne savent pas où ils seront affectés en janvier prochain "*, poursuit le syndicaliste.

A Beaubourg, où 44 % des 1 100 agents ont plus de 50 ans, la perspective de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux a mis le feu aux poudres. Dans les dix ans, compte tenu de la pyramide des âges, plus de 400 agents partiront à la retraite. L'application de la RGPP entraînerait donc la disparition de quelque 200 postes... Théoriquement, 26 emplois seront supprimés en 2010, puis 23 autres en 2011. Pour tenir compte de la spécificité de Beaubourg, le gouvernement s'est dit prêt à faire un geste : 18 postes au lieu de 26 seraient supprimés en 2010. Les syndicats ont refusé de *" déshabiller Pierre pour habiller Paul "* : en effet, les huit postes épargnés à Beaubourg seraient de toute façon supprimés ailleurs.

La discussion est donc au point mort. La CGT-culture fait le pari de maintenir la pression jusqu'à ce que le gouvernement *" change de disque "*. Mais combien de temps les grévistes pourront-ils tenir ? A Beaubourg, une caisse de solidarité a été mise en place pour compenser les pertes de salaires. Secrétaire de la section CFDT du musée, Eric Daire s'interroge : *" Il ne faut pas lâcher l'affaire et, d'ailleurs, toutes les catégories de personnels sont solidaires. Mais, à terme, il va falloir réfléchir à la sortie de grève, et à des actions alternatives. "*

De son côté, la direction fait les comptes, ou plutôt les soustractions : chaque jour de fermeture, c'est 5 500 visiteurs en moins à la rétrospective Pierre Soulages.

Clarisse Fabre

FABRE, Clarisse, « Le blues des conservateurs devant " la course à l'argent " », *Le Monde*, vendredi, 4 décembre 2009, p. 24. Culture.

ON NE L'IMAGINE PAS, mais certains conservateurs du Musée national d'art moderne du Centre Pompidou sont syndiqués, participent aux assemblées générales et sont actuellement en grève. Deux d'entre eux ont accepté de livrer leur analyse, à la condition que leur nom n'apparaisse pas.

Comme la plupart de leurs collègues, ils ont signé la lettre adressée mardi 1er décembre par 21 conservateurs au ministre de la culture, Frédéric Mitterrand. Ils y disent leur malaise : la prestigieuse institution, réputée dans le monde entier pour l'abondance de ses collections d'art moderne et contemporain, est malmenée par les réformes en cours. De quoi expliquer le mouvement de grève qui, s'est déjà soldé ici par dix jours de fermeture.

La perspective des suppressions d'emplois, la stagnation de l'enveloppe de l'Etat (autour de 78 millions d'euros depuis 2003), ainsi que *" l'effondrement "* du budget d'acquisition des oeuvres (de 4 millions d'euros en 2005 à environ 2,5 millions d'euros aujourd'hui) menacent l'avenir,

écrivent-ils. " Désormais, le simple fonctionnement du musée, même recentré sur ses missions essentielles, est en jeu. Si les emplois ne sont pas sauvegardés et si la subvention n'est pas réévaluée, le musée devra réduire le nombre et l'importance de ses expositions, restreindre ses prêts ", lit-on encore.

Attablés dans un café où ils ne risquent pas de rencontrer leurs collègues, ils s'expliquent. On leur demande toujours de faire plus, avec moins. " Au fil des années, les missions du musée se sont accrues, avec de nouveaux départements (architecture, design, film, vidéo), mais les moyens n'ont pas suivi. Le futur Centre Pompidou à Metz, qui ouvrira en mai 2010, est une nouvelle charge de travail. "

" Blockbuster "

Et le président de Beaubourg, Alain Seban, s'est fixé d'autres projets stratégiques, comme le Centre Pompidou mobile, sorte de musée itinérant qui ne verra le jour que si les mécènes sont au rendez-vous (*Le Monde* du 7 novembre). " C'est la course éperdue à la recherche d'argent. On nous compare sans arrêt au Louvre, qui a si bien développé ses partenariats privés. Le risque est que l'on finisse par être dépendants de nos sponsors. " Cette politique a déjà des conséquences sur le choix des expositions, disent-ils.

" Il y a quelques années, la règle était que les expositions à l'étranger devaient être neutres financièrement. Désormais, elles doivent rapporter de l'argent. D'où des opérations blockbuster au Japon ou en Corée, avec des Matisse et des Picasso pour doper les recettes. " Dans un autre registre, les expositions temporaires dans les murs de Beaubourg n'échappent plus à la tyrannie du chiffre. " Avant, les expositions grand public servaient à programmer des événements plus difficiles d'accès, et à soutenir des artistes émergents. Peu importait, alors, le nombre de visiteurs. Aujourd'hui, on nous pose systématiquement la question : quel potentiel d'entrées ? "

Cl. F.

LAUNET, Edouard, « Musées : places de grève », *Libération*, n°8885, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Culture.

Conflit . De Versailles au Louvre, le mouvement s'est durci et étendu hier, après l'échec des discussions entre Frédéric Mitterrand et les syndicats.

Démarrée en ordre dispersé, la grève dans le secteur public de la culture s'est sensiblement durcie hier, puisque deux établissements importants ont rejoint le mouvement : le Louvre et le château de Versailles, fermés au public. En outre, un préavis de grève reconductible a été déposé à la Bibliothèque nationale de France pour mardi prochain, et pour le lundi 14 décembre à la Cité nationale de l'Immigration.

Hier, le conflit se poursuivait au centre Pompidou (fermé depuis douze jours), à la Bibliothèque publique d'information (BPI), au musée d'Orsay, au musée Rodin, au musée Gustave-Moreau ainsi qu'en province, au musée du château de Pau et au musée Picasso de Vallauris. Du côté des monuments historiques, le mouvement touchait l'Arc de Triomphe, la Sainte-Chapelle, les tours de Notre-Dame, le château d'Azay-le-Rideau, les remparts d'Aigues-Mortes, le château de Carcassonne et la tour de la Chaîne à La Rochelle.

Effectifs. La fronde vient de l'application aux établissements culturels publics (musées, bibliothèques, théâtres, écoles) d'une réforme visant à réduire les effectifs - avec un départ à la retraite sur deux non remplacé - et les subventions publiques. Le gouvernement souhaite en effet que les «opérateurs de l'Etat» se voient désormais appliquer les mêmes règles d'économies et de réductions d'effectifs que dans l'administration centrale. Jeudi, les déclarations des ministres concernés, Frédéric Mitterrand (Culture) et Eric Woerth (Budget), n'ont pas été de nature à apaiser les tensions.

Après l'échec de ses discussions, mercredi soir, avec l'intersyndicale, Frédéric Mitterrand a fait, hier matin sur France 2, cette singulière déclaration : «*Cette réforme a été menée par un gouvernement qui est issu du suffrage universel. Cette réforme devra s'appliquer.*» Ce qui revient à dire que, dans le sillage de l'élection présidentielle (et non gouvernementale) de 2007, aucune réforme ne pourrait plus être discutée sans attenter au suffrage du peuple ? Un peu plus tard, après avoir reçu à Bercy les dirigeants des établissements publics, Eric Woerth prenait le relais en délivrant cette feuille de route : «*Le bon dialogue social, ça ne veut pas dire [...] ne prendre que des décisions absolument populaires; c'est bien comprendre le sujet, bien faire partager, aussi, les soucis de l'employeur.*» Ainsi les patrons sont-ils retournés devant leurs troupes en ébullition avec le souci de bien expliquer leurs problèmes et ceux des pouvoirs publics.

Henri Loyrette, à son retour au Louvre, qu'il préside, a eu du mal à faire partager ses soucis, car sa réunion avec les syndicats a tourné court : accusant les organisations d'avoir installé des piquets de grève à l'entrée du musée, le président a claqué la porte et envoyé un huissier établir un constat.

«**Bréviaire**». Pour Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT Culture, «*Frédéric Mitterrand a démontré mercredi soir qu'il ne connaissait rien à la réalité quotidienne des établissements publics[et]s'est contenté de réciter le bréviaire de la RGPP [Révision générale des politiques publiques, ndlr].*» Les syndicats continuent de réclamer le maintien des subventions aux établissements et l'abandon des suppressions de postes. Ils craignent que les tâches supprimées soient transférées vers le privé, notamment vers des sociétés de sécurité et de gardiennage, au risque d'une dégradation du service, comme à la RMN (*Libération* du 3 mars 2008).

«*Alors que la fréquentation des musées est en progression et que les activités culturelles se développent, il est aberrant de vouloir réduire les moyens budgétaires et humains au lieu d'accompagner cette dynamique. L'approche du problème par le gouvernement est aujourd'hui totalement contre-productive*», estime Nicolas Monquaut.

Le gouvernement craint que le mouvement touchant la culture n'ait un effet de contagion dans l'ensemble du secteur public. Hier soir, le Parti communiste dénonçait une nouvelle fois la Révision générale des politiques publiques, «*qui met en péril le fonctionnement même*» des musées de France, et serait «*le début de la mise en place par le gouvernement d'une refonte totale de ce qui fait le socle du service public français.*»

LANDRE, Marc, « Musées : la grève s'amplifie », *Le Figaro*, n°20325, vendredi, 4 décembre 2009, p. 23. Le Figaro Économie Economie

C'EST une conséquence de la rationalisation mise en place par l'État. Le mouvement de grève dans les musées français s'est amplifié hier, provoquant la fermeture notamment du château de Versailles et du Musée du Louvre, après celui d'Orsay et le Centre Pompidou.

Les syndicats du ministère de la Culture ont appelé à une grève reconductible, depuis mercredi, pour protester contre les réductions d'effectifs à venir. La réforme prévoit en effet le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Le ministre du Budget, Eric Woerth, a reçu hier tous les chefs d'établissement pour insister sur la nécessité de cette réforme. Par ailleurs, un préavis de grève a été lancé pour mardi à la Bibliothèque nationale de France, pour les mêmes motifs.

TRANCHANT, Marie-Noëlle, « En Bref », *Le Figaro*, no. 20325, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. *Le Figaro et vous*. Culture.

Poursuite de la grève dans les musées

Après le Musée d'Orsay et le Centre Pompidou depuis le 23 novembre, le château de Versailles et le Musée du Louvre étaient également fermés hier et le seront vraisemblablement aujourd'hui, si le mouvement de grève reconductible est voté par les syndicats du ministère de la Culture (*lire page 23*). Idem pour les tours de Notre-Dame, l'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle.

BARJONET, Claude, « Grève dans les musées et monuments en France : Versailles et le Louvre fermés », *Les Echos*, n°20566, vendredi, 4 décembre 2009, p. 32. Services. En Bref.

Un mouvement de grève dans les musées et les monuments français s'étendait hier, provoquant la fermeture notamment du château de Versailles et du musée du Louvre, après celui d'Orsay et le centre culturel Pompidou. Les syndicats du ministère de la Culture ont appelé à une grève reconductible, depuis mercredi, pour protester contre les réductions d'effectifs à venir, dans le cadre de la politique gouvernementale visant à faire baisser sensiblement le nombre de postes de fonctionnaires.

XIII Jeudi 3 décembre 2009

FABRE, Clarisse, « Des conservateurs appuient la grève », *Le Monde*, jeudi, 3 décembre 2009, p. 21. Culture.

Fermetures de musées prévues ce 2 décembre

D'ordinaire, on les entend peu. Mais c'est chose faite : les conservateurs du Musée national d'art moderne du Centre Pompidou, à Paris, ont décidé de se manifester aux côtés du personnel en grève. Alors que « Beaubourg » est fermé au public depuis le 23 novembre, les conservateurs ont adressé, mardi 1er décembre, une lettre ouverte au ministre de la culture et de la communication, Frédéric Mitterrand.

Les 21 signataires - les quatre conservateurs ayant des fonctions hiérarchiques dans le Centre n'ont pas signé - ne disent pas autre chose que l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC et UNSA : ils dénoncent la révision générale des politiques publiques (RGPP) et l'application, à partir du 1er janvier 2010, de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique.

Du fait de sa pyramide des âges, Beaubourg est particulièrement touché par cette réforme : « 44 % de son personnel partira à la retraite dans les dix prochaines années. Plus de 200 emplois disparaîtraient par l'application des règles de la RGPP », écrivent les conservateurs.

En théorie, 26 postes devraient être supprimés en 2010. Commentaire désabusé d'un conservateur : « Quand le conseiller finances de Frédéric Mitterrand est venu nous voir, il nous a dit : « La RGPP va s'appliquer à Beaubourg, c'est la décision de l'Etat, actionnaire principal. » Comme si on était une entreprise ! »

Les conservateurs ont fait entendre leur voix, la veille du mouvement de grève plus général qui devait avoir lieu au sein du ministère de la culture, le mercredi 2 décembre. Dans l'après-midi, Frédéric Mitterrand devait recevoir les organisations syndicales.

Il y a urgence : la Cité nationale de l'histoire de l'immigration a déposé un préavis de grève pour le 14 décembre, tandis que le syndicat le plus représentatif dans le spectacle vivant, le Syndeac, appelle à la mobilisation.

POISSON, Anne-Laure, « Les musées muselés par de sales grévistes », *Libération*, n°8884, jeudi, 3 décembre 2009, p. 25. Culture

gpu . Le fleuron de notre patrimoine a été pris en otage par une bande de fonctionnaires bolchéviques.

Pour les personnels des établissements publics culturels et pour les syndicats les représentant, ce mercredi était une journée test. D'une part parce que le mouvement né de la grève entamée par les personnels du centre Pompidou le 23 novembre était susceptible de s'étendre à toutes les structures culturelles de France. Mais aussi parce que les négociations entre l'intersyndicale et le ministère démarraient enfin dans l'après-midi rue de Valois.

Le test n'a pas été totalement probant. A Paris, le musée d'Orsay, la Sainte-Chapelle, le musée Rodin, les tours de Notre-Dame et l'Arc de Triomphe n'ont pas ouvert au public. En province, le château de Pau, Azay-le-Rideau et le musée Picasso de Vallauris sont également restés fermés. Selon la Direction des musées de France, six établissements (sur 31) ont fermé leurs portes. D'autres structures comme le Louvre, Versailles et la Bibliothèque nationale sont, elles, restées ouvertes, parfois dans des conditions précaires. Comme au Louvre, avec une nocturne perturbée ou à Versailles avec une heure de retard tandis que se tenait l'assemblée générale du personnel.

Moratoire. Quelques instants avant la réception des syndicats au ministère, à 16 h 30, la situation était donc mitigée. La mobilisation, inégale mais réelle, ne mettait aucun des protagonistes en situation de force. Or, s'il n'y a pas de totale homogénéité dans les arrêts de travail, c'est que les situations dans les établissements publics sont différentes.

A titre d'exemple, la Bibliothèque publique d'information (BPI) de Beaubourg doit revoir à la baisse le nombre de ses postes. A la BNF, les syndicats évaluent la baisse des effectifs dans les trois ans à environ 130, soit 5% de l'effectif complet, alors que leur contrat de performance exige davantage de missions.

Toutefois, un point fait l'unanimité chez l'intersyndicale : le moratoire des mesures de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) prévoyant notamment le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Les syndicats estiment que ces mesures, outre leurs effets sur l'emploi, auront des répercussions dramatiques sur la qualité de la mission de service public des établissements culturels, de moins en moins capables de remplir leur rôle. Avec une conséquence logique : le recours de plus en plus fréquent à la privatisation ou à la sous-traitance, et l'obligation pour ces établissements de faire appel à des financements privés pour la tenue d'événements culturels.

«Fantoche». A la sortie de la réunion au ministère, vers 19 heures, l'ambiance était à la colère. *«C'est une fin de non-recevoir absolu. On n'a avancé sur rien»*, lâchait Dominique Noel, de SUD. *«Le ministre est un fantoche. Le ministère est un organe de liquidation du service public de la culture.»* L'échec de la réunion a été confirmé par les autres syndicats. *«Le ministre nie les faits. Nous appelons à la grève générale dans toute la fonction publique»*, s'emportait Roger Martinez, de FO. *«Mitterrand fuit les débats, ne répond à aucune question. C'est un ministre impuissant»*, rajoutait Nicolas Monquaut, de la CGT. Tous les représentants ajoutant que la ligne de défense du ministre s'était bornée à l'évocation de la *«technostructure»*.

Après la mise au point d'un texte commun auquel les syndicats travaillaient hier soir, des assemblées générales sont prévues aujourd'hui dans les principales structures culturelles.

« La grève dans les musées nationaux appelée à s'étendre en province », *La Voix du Nord*, Jeudi, 3 décembre 2009. Une-Toutes. Culture.

Le mouvement de grève dans les monuments et musées nationaux à l'appel de l'intersyndicale du ministère de la Culture devra se poursuivre, aujourd'hui, pour la deuxième journée. Les syndicats dénoncent les suppressions de postes et les restrictions budgétaires. Ces mesures font partie la révision générale des politiques publiques réforme décidée par le gouvernement pour l'ensemble de la fonction publique, qui comprend le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Hier selon les syndicats (le ministère de la Culture se refusant à fournir des informations sur le taux de grévistes), ce sont surtout des musées et des monuments en Île-de-France et à Paris qui ont été perturbés par l'extension du mouvement.

Des réponses «méprisantes» La grève a entraîné dans la capitale la fermeture de l'Arc de triomphe, des musées Rodin et d'Orsay, de la conciergerie de la Sainte-Chapelle, des tours de Notre-Dame, et du centre Georges-Pompidou d'où cette grève est partie le 23 novembre. Le centre perdra vingt-six postes en 2010. En province, le château de Carcassonne était également fermé hier. Dans la capitale et en Île-de-France, la grève a été votée au musée du Louvre, ainsi qu'au château de Versailles, sans en entraîner toutefois la fermeture. Des assemblées générales sont prévues aujourd'hui pour décider de la suite à donner au mouvement dans les établissements déjà touchés par la grève, ainsi que dans les sites non touchés en province. Hier, le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand recevait les syndicats, tandis que plusieurs centaines de personnels des musées et monuments manifestaient à proximité du ministère à Paris. En début de soirée, alors que la réunion se poursuivait, les syndicats se plaignaient de réponses «négatives et méprisantes», face à leurs revendications.

« [Le Syndeac « dénonce les attaques répétées du gouvernement contre le service public de la culture.] », *L'Humanité*, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.

Le Syndeac « dénonce les attaques répétées du gouvernement contre le service public de la culture. ?La RGPP va conduire à court terme à leur appauvrissement. Demain, ce sont aussi ? les centres dramatiques nationaux, les centres chorégraphiques nationaux, les scènes nationales, ?les festivals, les salles de musiques actuelles, les scènes conventionnées, les compagnies dramatiques ?et chorégraphiques, ?les ensembles musicaux, ?les équipes des arts de la rue et des arts du cirque qui seront menacés par l'offensive brutale du gouvernement ».

La CGT spectacle?: « Depuis qu'il a pris ses fonctions, Frédéric Mitterrand approuve, sans réserve, la mise en œuvre de la RGPP, chère à Nicolas Sarkozy, et les suppressions d'emplois qui ont touché l'administration centrale ?ainsi que les grandes directions. Désormais, il s'agit de passer à la phase 2 de ?la RGPP qui vise tous les établissements publics avec pour formule magique ?"moins d'emplois, moins ?de subventions, moins ?de services publics et moins d'interventions de l'État". »

Les communistes parisiens « demandent au gouvernement de renoncer au projet de suppressions de postes ?au Centre Georges-Pompidou, la non-application de la norme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Cette mesure constitue une véritable saignée pour l'emploi et se traduirait par la perte d'une cinquantaine de postes d'ici à 2011. Au final,

les visiteurs du musée seraient les premiers perdants. Il est temps que le gouvernement revoie sa copie et entende les revendications ».

Le Parti socialiste « soutient la grève et la mobilisation engagée dans des établissements du ministère de la Culture et s'associe aux protestations face aux réductions de postes et face à la stagnation programmée des subventions aux musées et à la plupart des établissements sous tutelle. Après l'administration centrale du ministère, ce sont à présent les musées, les bibliothèques ou les théâtres qui sont sommés de réduire la voilure ou de faire mieux avec moins de moyens et de personnel ».

ULRICH, Maurice, « [Salles videsLe gouvernement trahit les chefs-d'œuvre de nos musées pour quelques deniers.] », *L'Humanité*, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.

Salles videsLe gouvernement trahit les chefs-d'œuvre de nos musées pour quelques deniers. Ils ont bonne mine les croisés de l'identité nationale quand des milliers de visiteurs venus du monde entier viennent se casser le nez sur les portes fermées du Centre Pompidou ou du Musée d'Orsay, le Louvre ayant tout de même ouvert hier. S'il y a un rayonnement de la France dans le monde, ses grands musées en font partie, et ce n'est pas une question fumeuse d'identité fondée sur un fourre-tout de clichés populistes et d'approximations historiques. Il s'agit d'art, de siècles de culture illustrant précisément l'universalisme qui est au cœur de la nation. L'an passé, le Louvre, le plus grand musée du monde, a accueilli huit millions trois cent mille visiteurs. Le Centre Pompidou cinq millions et demi, le Musée d'Orsay également plus de cinq millions, et voilà que les ayatollahs de la révision générale des politiques publiques entendent les mettre au régime sec, avec les conséquences que dénoncent, dans leur lettre au ministre de la Culture, les vingt conservateurs du Centre Pompidou.

C'est un crève-cœur d'imaginer les salles de Pompidou désertes, Van Gogh à Orsay fixant du regard des salles vides et peut-être au Louvre Mona Lisa et la Vénus au miroir du Titien souriant aux fantômes. Le croiraient-ils, ces dizaines de milliers de visiteurs éconduits s'ils savaient que ce gouvernement, qui se soigne très bien par ailleurs en multipliant ses collaborateurs et ses dépenses de fonctionnement, trahit ces chefs-d'œuvre pour quelques deniers. Les économies qu'il entend réaliser dans les musées, sommés de faire mieux avec moins, sont des bouts de ficelle au regard des sommes qui sont allées aux banques ou des cadeaux faits aux plus riches avec le bouclier fiscal.

On sait à quel point ce pouvoir use de la démagogie. Il faut s'attendre bien évidemment à ce qu'il accuse les personnels de mettre en cause, par la grève, le patrimoine national. L'air est connu, la chanson aussi, mais on peut le redire au risque de se répéter. Ce sont les personnels en grève aujourd'hui qui se battent pour ce patrimoine et c'est la politique du gouvernement qui le met en péril.

La révision générale des politiques publiques ne touche pas que les musées, loin s'en faut. Son axe majeur est le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, soit 150 000 postes d'ici à 2011. Elle frappe aussi ce que l'on appelle les opérateurs de l'État, musées donc, universités, avec leurs 350 000 salariés qui se voient imposer les mêmes exigences que les administrations, dont une réduction drastique de leurs effectifs. Dans le même temps, ils sont sommés de s'autofinancer en faisant appel au privé et de se gérer avec les méthodes et les critères du privé. S'agissant des musées, cette politique ne touche donc pas seulement les grands établissements, mais tous. Combien vont être contraints d'aller faire la danse du ventre pour obtenir quelques subsides?? C'est déjà largement commencé.

Le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a essuyé depuis son entrée en fonction quelques tirs pas toujours très bien inspirés, voire navrants. On eut cependant le sentiment lors de l'échange entre Éric Raoult et Marie NDiaye que sa voix était un peu éteinte. Il est

directement interpellé cette fois par les personnels des musées et leurs syndicats, par les conservateurs du Centre Pompidou. Il y a des moments comme ça où il faut choisir.
Par Maurice Ulrich

« [À la Cité de l'Immigration aussi Réunis en assemblée générale, les personnels de la Cité nationale de l'immigration sise Porte-Dorée ont voté la grève hier matin.] », ***L'Humanité***, jeudi, 3 décembre 2009. Cuisine.

À la Cité de l'Immigration aussi Réunis en assemblée générale, les personnels de la Cité nationale de l'immigration sise Porte-Dorée ont voté la grève hier matin. Pour l'heure, la cité fonctionne au ralenti, le bâtiment et les expositions n'étant accessibles au public qu'à certaines heures. La colère est montée d'un cran hier matin lorsque le ministère de la Culture a purement retiré de l'ordre du jour du CA « la délibération prévoyant l'application d'une grille de rémunération des personnels contractuels à la CNHI ». Une décision qui menace, selon l'intersyndicale, « la mise en place prochaine d'une grille et annule, de fait, les mesures de rétroactivité de celle-ci au 1er janvier 2009. Pourtant le constat social est accablant. Les inégalités de rémunérations, le gel des salaires depuis 2005 créent une situation inacceptable pour la majorité des personnels de la cité ». Un nouveau préavis de grève a été déposé.

SIRACH, Marie-José, « [Lame de fond dans les musées nationaux Le Centre d'art moderne Pompidou en est à son dixième jour de grève.] », ***L'Humanité***, jeudi, 3 décembre 2009, Cuisine.

Lame de fond dans les musées nationaux Le Centre d'art moderne Pompidou en est à son dixième jour de grève. Hier, des assemblées générales se sont déroulées dans de nombreux établissements publics culturels. Le début d'un mouvement profond contre la RGPP. Ils étaient près de 200 agents hier matin à voter la reconduction de la grève qui, depuis le 23 novembre, paralyse le Centre Pompidou. Depuis hier matin, les agents de Beaubourg ne sont plus seuls. L'assemblée générale qui s'est déroulée sous la Pyramide du Louvre a voté la grève. Orsay. Puis Versailles. Ou encore le musée Rodin, le musée Gustave-Moreau à Paris, le musée du château de Pau et le musée Picasso de Vallauris. Et enfin la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Côté monuments nationaux, la Conciergerie?? Fermée. Les tours de Notre-Dame?? Fermées. Les remparts de Carcassonne, ceux d'Aigues-Mortes?? Sous clés. Et l'Arc de Triomphe?? Fermé lui aussi.

Partout, on dénonce les effets néfastes de la RGPP dont les conséquences concrètes vont se ressentir au 1er janvier 2010. Mais aussi les gels et les coupes budgétaires qui entravent le bon fonctionnement de ces établissements publics. Selon la CGT culture, le nombre total des suppressions d'emplois s'élèverait, d'ici à 2011, à 670: 415 sur le budget de l'État, 255 sur les budgets des établissements publics. Démonstration à l'appui, ces chiffres inquiètent vivement les personnels qui se sentent trahis par les promesses de Gascon du ministère, qui assurait, il y a peu encore, que jamais, au grand jamais, ils ne toucheraient les établissements publics. Alexandra Kardianou, ingénieur d'études au département des antiquités grecques et étrusques du Louvre, par ailleurs responsable CGT, dénonce « la course aux agents pour ouvrir les salles, les salles fermées par rotation », alors que, dans un même mouvement, « le musée s'apprête à ouvrir le département de l'islam et accueillir entre 14 et 18 expositions temporaires ». Elle constate amèrement que « le Louvre n'est pas intouchable. Mais le Louvre en grève, ça se voit ».

Les directions des établissements grévistes le savent bien, qui se sont empressées de recourir à des agents non grévistes et du personnel extérieur pour rouvrir après les AG le Louvre et Versailles. Tout faire pour que ce mouvement reste invisible. Quant au ministre de la Culture,

confronté à son premier mouvement social d'envergure, il a reçu hier une délégation de l'intersyndicale. Et lui a tenu des propos « consternants, contradictoires » selon l'un des membres de cette délégation. Entre « le devoir de solidarité gouvernementale » et « l'écoute » qu'il consent au mouvement, Frédéric Mitterrand doit louvoyer entre la brutalité d'une politique qu'il cautionne et une fronde sévère jusque dans l'enceinte même de son ministère. Les personnels ne sont plus dupes. Dégradation des conditions de travail, pressions permanentes, politique contrainte par une marge de manœuvre chaque jour plus réduite, politiques du mécénat totalement aléatoire, surtout par temps de crise, perte du sens de leur travail, tous les clignotants sont au rouge.

L'application rigide de la RGPP fera des dégâts considérables dans la fonction publique. La culture, jusqu'ici épargnée, va souffrir de cette règle arbitraire. Cela est d'autant plus incompréhensible que les économies réelles ne représentent que 0,4 %. Ce que d'aucuns dénoncent comme une posture « dogmatique, idéologique », même s'ils réfutent d'être opposés à leurs collègues de l'Éducation ou de la Santé. Derrière cette logique de bradage de l'emploi et de détricotage des établissements publics culturels se profile une privatisation qui ne dit pas son nom. Le recours systématique à l'externalisation est un signe inquiétant. Elle accroît la crainte d'un démantèlement progressif et accéléré du ministère de la Culture. Crainte d'autant plus justifiée qu'un article prévoirait le transfert des monuments nationaux aux collectivités locales. « On sait que les coûts d'entretien de ces bâtiments sont énormes. Le jour où les collectivités locales n'y arriveront plus, que feront-elles?? Les vendront-elles au privé, à un promoteur quelconque?? »

Marie-José Sirach

MAUROT Elodie; GIGNOUX Sabine, « Des suppressions d'emplois publics inquiètent le monde de la culture », *La Croix*, n°38528, jeudi, 3 décembre 2009, p. 25. Culture.

Hier, les sept syndicats du ministère de la culture organisaient une journée de grève pour protester contre la diminution du nombre de fonctionnaires

RGPP : quatre lettres pour une fronde. La révision générale des politiques publiques (RGPP), vaste chantier gouvernemental qui prévoit notamment de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite d'ici à 2010, fait l'objet d'un tir groupé des syndicats du ministère de la culture. Hier, l'intersyndicale (CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC, FSU, Unsa) avait invité les personnels du ministère et de l'ensemble des établissements ou structures publics sous sa tutelle (musées, monument, bibliothèques, écoles d'art et d'architecture, théâtres...) à une journée de grève pour protester contre son application.

Certains établissements sont donc restés portes closes, dont le Centre Pompidou, le Musée d'Orsay, l'Arc de triomphe, les tours de Notre-Dame, la Conciergerie et la Sainte Chapelle. Hors de Paris, le mouvement social a affecté la cité de Carcassonne, le site d'Aigues-Mortes ou les tours de La Rochelle. En revanche, le château de Versailles, le Musée du Louvre, la Bibliothèque nationale de France sont restés ouverts et les opéras et théâtres nationaux n'ont pas été affectés. Sur les 31 musées nationaux en France, un sur cinq n'a pas ouvert ses portes. Six des 96 Monuments historiques ont suivi le mouvement de grève.

L'inquiétude des personnels de la culture s'explique en chiffres. De source syndicale, on indique que le premier volet de la RGPP (concernant l'administration centrale) prévoit la suppression de 250 emplois sur un total d'environ 1 500 fonctionnaires, entre 2009 et 2011. Un second volet, inscrit au projet de loi de finances 2010, prévoit l'extension de la RGPP à l'ensemble des opérateurs publics et aux services déconcentrés de l'État.

Au ministère, on confirme bien des réductions d'emplois. « Pour les personnels payés par l'État - administration centrale, services déconcentrés et personnels mis à disposition des

établissements publics -, il y aura 830 départs à la retraite et donc 415 emplois supprimés sur un total de 11 700 personnes, précise un conseiller. Du côté des opérateurs publics culturels, 255 emplois sur un total de 17 500 vont être supprimés sur la même période. »

Dans le milieu culturel, la critique de la réforme de l'État lancée en 2007 par le gouvernement n'est pas nouvelle. Mais elle est revenue sur le devant de la scène avec le conflit social au Centre Pompidou (Paris), qui a voté hier son dixième jour de grève et de fermeture. L'établissement public est fortement fragilisé en raison de la pyramide des âges de son personnel : 44 % de ses agents ont plus de 50 ans. « Au minimum, ce sont 400 personnes qui partiront à la retraite dans les dix ans qui viennent, soit 200 emplois qui seront supprimés, sur un total de 1 050 », explique Franck Guillaumet, représentant de la CGT culture. La réduction d'effectifs doit commencer en 2010 avec la suppression de 26 emplois.

Devant l'importance du mouvement de grève, le ministère a promis la semaine dernière de ramener ce chiffre à 18, mais pour les syndicats le compte n'y est pas. « En 2006, compte tenu des besoins liés au rayonnement croissant du Centre Pompidou, 65 postes sur trois ans ont été créés, rappelle Dominique Guérin, secrétaire général adjoint de la CFDT culture. Aujourd'hui, l'État reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre. Cette politique est absurde et incohérente. »

Mardi, les 21 conservateurs du Musée national d'art moderne (Centre Pompidou) ont exprimé publiquement leur inquiétude dans une lettre ouverte à Frédéric Mitterrand, attirant son attention sur « les conséquences catastrophiques » des réductions d'effectifs prévues. Cette démarche inhabituelle « reflète notre inquiétude réelle », a indiqué un conservateur. Si, pour les syndicats, le cas du Centre Pompidou est « révélateur d'une politique idéologique et aveugle », d'autres établissements seront concernés. À la Bibliothèque nationale de France, 20 emplois devraient disparaître en 2010 et 30 être gelés faute de crédits, sur un effectif total de 2 400 personnes. Au Louvre, 15 emplois seront perdus et 20 gelés sur un total d'environ 2000.

Le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux n'est pas le tout de la RGPP. Des économies de fonctionnement - adossées à une réorganisation des services centraux du ministère qui sera effective le 13 janvier prochain - sont également attendues par Bercy. Un audit est actuellement en cours au ministère de la culture.

Aujourd'hui, le ministre du budget, Éric Woerth, doit à son tour rencontrer l'ensemble des dirigeants des 655 opérateurs publics et annoncer environ 70 nouveaux audits. Parmi les 80 opérateurs publics culturels, on ignore encore lesquels seront concernés. Tous les autres seront invités à faire de l'auto-évaluation. « Dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, il est normal que le ministère de la culture soit solidaire de la politique gouvernementale », plaide-t-on rue de Valois, où on tient à rappeler que le budget la culture sera globalement stable en 2010.

L'opposition, quant à elle, critique la mise en oeuvre de la RGPP « avec des objectifs d'économie et de rentabilité immédiates, mais sans politique culturelle claire ». Sylvie Robert, secrétaire nationale chargée de la culture au PS, fait le lien avec l'accélération de la décentralisation des monuments historiques (lire La Croix du 30 novembre), « alors même que le gouvernement réduit les ressources des collectivités locales », et s'inquiète d'un « réel affaiblissement du rôle de l'État dans la culture ». Hier, l'intersyndicale devait rencontrer Frédéric Mitterrand en fin journée. Les syndicats comptaient réitérer leur demande d'un abandon de la RGPP ou « au moins d'un moratoire sur son application ».

BOUDET, Antoine, « Des musées fermés pour cause de grève », *Les Echos*, n°20565, jeudi, 3 décembre 2009, p. 27. Services. Culture.

Les touristes curieux de visiter le Musée d'Orsay, l'Arc de triomphe, la Sainte-Chapelle ou le Centre Pompidou à Paris auront trouvé portes closes hier sous la pluie. A l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC, FSU, Unsa du ministère de la Culture à une grève reconductible sur l'ensemble du ministère à partir d'hier, le mouvement a été voté au Musée d'Orsay, dont les personnels rejoignaient ainsi ceux du Centre Pompidou en grève depuis le 23 novembre. L'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle ont également fermé leurs portes, a indiqué le Centre des monuments nationaux (CMN). En revanche, le château de Versailles a bel et bien ouvert, avec une heure de retard cependant, en raison de la tenue d'une assemblée générale des personnels sur l'appel à la grève, a expliqué la direction de Versailles. L'ensemble du Domaine national de Versailles et Trianon et le domaine de Marly a finalement ouvert normalement, tout comme l'exposition temporaire « Louis XIV : l'homme et le roi ». Au total, cet appel à la grève a été relativement peu suivi. Sur les 31 musées nationaux en France, 6 étaient fermés en raison de la grève, soit 1 sur 5, selon la Direction des musées nationaux. A Paris, outre Orsay et Pompidou, les musées Rodin et Gustave Moreau avaient portes closes hier. En province, où se trouvent 6 musées nationaux, le musée du château de Pau et le musée Picasso de Vallauris étaient fermés pour la même raison. Du côté des monuments historiques, 6 sur 96 étaient fermés en raison de la grève, selon le Centre des monuments nationaux (CMN).

Contre les réductions d'effectifs

Les syndicats protestent contre les réductions d'effectifs à venir, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Celle-ci prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. L'intersyndicale du ministère de la Culture devait être reçue mercredi en fin d'après-midi par le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand. Prenant acte de la faible mobilisation, faute « *de temps pour préparer cette journée nationale* », Franck Guillaumet, secrétaire de la CGT-culture, estime néanmoins qu'« *une dynamique est en train de se créer* ». A. BO.

R.B., « Encore des musées fermés », *Le Parisien*, jeudi, 3 décembre 2009, p. 0837774_1.
Grève

L'appel à la grève lancé par l'intersyndicale du ministère de la Culture, pour protester contre des réductions d'effectifs, a été assez peu suivi hier. Le mouvement, entamé à Paris au Centre Pompidou depuis le 23 novembre, a entraîné la fermeture de quelques grands musées et monuments à Paris et en province. Les syndicats ont été reçus, hier, par le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand. Tandis que le ministère estime avoir fait « le maximum d'efforts possibles », l'intersyndicale évoque « une fin de non-recevoir ». Des assemblées générales auront lieu ce matin pour décider de la poursuite, ou non, de la grève.

BOMMELAER, Claire, « Grève peu suivie dans les musées », *Le Figaro*, n°20324, jeudi, 3 décembre 2009, p. 29. *Le Figaro et vous. Une-FEV*

MOUVEMENT SOCIAL Six établissements et six monuments nationaux étaient fermés hier au public.

L'appel à la grève lancé par les organisations syndicales du ministère de la Culture a été relativement peu suivi, hier, dans les musées et monuments. Sur les 31 musées nationaux, 6 étaient tout de même fermés au public. À Paris, outre le Centre Pompidou, en grève depuis le 23 novembre, les Musées d'Orsay, Rodin et Gustave-Moreau étaient fermés en raison de la grève. En province (où se trouvent six musées nationaux), le Musée du château de Pau et le Musée Picasso de Vallauris étaient fermés.

Du côté des monuments historiques, 6 sur 96 n'étaient pas accessibles : à Paris, l'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle étaient fermés. Le château d'Azay-le-Rideau, les remparts d'Aigues-Mortes, le château et les remparts de Carcassonne et la tour de la chaîne à La Rochelle, également. Au Musée d'Orsay, où la grève a été votée, une nouvelle assemblée générale aura lieu aujourd'hui pour décider de la suite à donner au mouvement.

L'ensemble du domaine national de Versailles et Trianon et le domaine de Marly ont été ouverts normalement, avec une heure de retard pour attendre le résultat de l'assemblée générale des personnels.

Au Louvre, les visiteurs ont bénéficié pour cette journée d'un demi-tarif, sauf pour l'exposition temporaire « Rivalités à Venise », qui reste au tarif plein. Les syndicats protestent contre les réductions d'effectifs, décidées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Celle-ci prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

XIV mercredi, 2 décembre 2009

1 THREARD, Yves, « [La grève au Centre Beaubourg a déjà coûté 300 000 euros Le mouvement social au Centre Pompidou, qui court depuis maintenant dix jours, commence à sérieusement grever les comptes.] », *Le Figaro*, n°20323, mercredi, 2 décembre 2009, p. 41. *Le Figaro et vous. Confidentiels.*

La grève au Centre Beaubourg

a déjà coûté 300 000 eurosLe mouvement social au Centre Pompidou, qui court depuis maintenant dix jours, commence à sérieusement grever les comptes. En une semaine, le manque à gagner commercial tournerait autour de 300 000 euros de billets et produits dérivés non vendus. Le chiffre est d'autant plus élevé que l'exposition Pierre Soulages était l'un des grands succès parisiens de la période, avec quelque 5 500 entrées par jour.

« Mitterrand fait face à son premier conflit social », *NouvelObs.com*, mercredi, 2 décembre 2009. *La Une.*

MUSEES

Un appel à la grève est lancé ce mercredi parmi les personnels du ministère de la Culture qui dénoncent les réductions d'effectifs. Frédéric Mitterrand doit recevoir l'intersyndicale.

Des perturbations sont à prévoir mercredi 2 décembre dans les musées publics en raison d'un appel à la grève des organisations syndicales du ministère de la Culture pour protester contre les réductions d'effectifs à venir.

Alors que le Centre Pompidou demeure fermé au public depuis le lundi 23 novembre en raison d'un mouvement de grève, l'intersyndicale du ministère de la Culture a appelé à une grève reconductible sur l'ensemble du ministère à partir de mercredi. Les organisations CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC, FSU, UNSA du ministère de la Culture espèrent "étendre la lutte".

Cet appel à la grève s'adresse à l'ensemble des établissements ou structures publiques (musées, bibliothèques, écoles d'art et d'architecture, théâtres) sous tutelle du ministère de la Culture.

Le mot d'ordre de grève sera soumis mercredi matin au vote des personnels dans chaque établissement. Il était difficile mardi soir d'évaluer l'ampleur éventuelle du mouvement.

L'intersyndicale sera reçue mercredi après-midi par le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand

Au coeur de la grogne des personnels, la décision du Premier ministre François Fillon d'étendre aux opérateurs sous tutelle du ministère de la Culture la RGPP (révision générale des politiques publiques), destinée à faire réaliser des économies à l'Etat.

Non remplacement d'un départ sur deux

Ces opérateurs culturels seront désormais concernés par la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, qui est de mise dans la fonction publique.

L'étincelle est partie il y a neuf jours du Centre Pompidou, qui fait l'objet d'un audit confié à l'inspection générale des finances dans le cadre de la RGPP.

Créé en 1977, cet établissement public a une pyramide des âges particulière dans la mesure où 44% de son personnel a plus de 50 ans. L'application de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux l'affecterait plus spécialement. Elle impliquerait la suppression de 26 emplois en 2010.

Depuis lundi 23 novembre, la grève au Centre Pompidou est reconduite jour après jour pour protester contre cette perspective.

Le président du Centre Pompidou, Alain Seban, a annoncé vendredi aux personnels que le ministère de la Culture acceptait de ramener ce chiffre de suppressions d'emplois à 18 pour 2010. "Il s'agit d'une avancée significative et d'un geste qui montre que notre tutelle a pris en compte la spécificité du Centre Pompidou", a-t-il écrit dans une lettre interne.

Mais cette proposition a été rejetée par les organisations syndicales du Centre Pompidou.

Lettre à Mitterrand

De leur côté, les conservateurs du Musée national d'art moderne ont annoncé mardi avoir adressé une lettre ouverte à Frédéric Mitterrand pour attirer son attention sur "les conséquences catastrophiques" pour le Centre Pompidou des réductions d'effectifs prévues.

Cette lettre, remise lundi au ministère, est signée des vingt-et-un conservateurs du musée, a précisé l'un d'eux à l'AFP. Une démarche tout à fait inhabituelle, qui, a-t-il dit, "reflète notre inquiétude réelle".

Le Syndeac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) a apporté son soutien à ces actions pour l'emploi, dans un communiqué publié mardi.

Le Syndeac, qui regroupe plus de 200 institutions du spectacle vivant subventionnées par l'Etat (mais pas les opérateurs de l'Etat) "dénonce les attaques répétées du gouvernement contre le service public de la culture".

(Nouvelobs.com, avec AFP)

XV mardi, 1 décembre 2009

BONELLI Laurent ; PELLETIER, Willy, « De l'Etat-providence à l'Etat manager », *Le Monde diplomatique*, Décembre 2009, p. 19-21.

Comment vendre à la découpe le service public

" Nous vivons une drôle d'époque... On a l'impression d'une espèce de vague qui nous surplombe, nous écrase et qui est en train de déferler. " Le politiste Bernard Lacroix pourrait ainsi résumer le désarroi de syndicalistes, d'intellectuels, d'élus ou de citoyens confrontés aux restructurations de l'Etat (1).

Les réformes se succèdent apparemment en ordre dispersé ; la technicité les rend opaques ; leurs effets ne sont perçus qu'après coup, lorsque, les décrets d'application adoptés, arrive leur mise en pratique. Et pourtant, derrière ce brouillard, une mobilisation sans précédent est à l'oeuvre pour fabriquer un Etat réduit dans sa surface et renforcé dans ses structures de commandement.

La compression du format de ce dernier s'exprime de manière particulièrement radicale dans la révision générale des politiques publiques (RGPP). Lancée en conseil des ministres, le 20 juin 2007, celle-ci accélère (et met en cohérence) les entreprises antérieures enserrant l'activité publique dans des impératifs budgétaires, fixés a priori. Six mois plus tard seulement, quatre-vingt-seize mesures programment fusions, regroupements et suppressions de services d'Etat. Dès octobre 2007, les hauts fonctionnaires de la chancellerie, nonobstant leurs réticences, modernisent à marche forcée la carte judiciaire et projettent que, au 1er janvier 2011, cent soixante-dix-huit tribunaux d'instance et vingt-trois tribunaux de grande instance seront supprimés, au nom de l'" efficacité ". L'éducation nationale ferme les collèges de moins de deux cents élèves, jugés trop coûteux. Conformément aux souhaits de son ancien ministre, M. Claude Allègre, elle " *dégraisse le mammoth* " et élimine plus de quinze mille postes d'enseignant par an (2).

Dans la dénégation, par étapes ou par contournement

Aucun ministère, d'ailleurs, ne prend le risque de demeurer hors jeu. Chacun cherche au contraire à disposer d'un coup d'avance en matière de " rendu d'emplois ", nouvel impératif catégorique d'un Etat proclamé " *en faillite* " par le premier ministre François Fillon en septembre 2007. Au ministère de l'intérieur, préfetures et sous-préfetures subissent une cure d'amaigrissement. Les concours de police nationale prévus en septembre 2009 ont été annulés, et huit mille postes budgétaires seront supprimés d'ici à 2012 (3). Ministère voisin mais rival, la défense avait précédé le mouvement : fermetures de casernes et liquidation de quarante-cinq mille emplois avant 2014. Le ministère de la santé condamne les maternités des hôpitaux publics, considérées comme trop onéreuses à moins de trois cents accouchements par an, et impose un seuil de mille cinq cents actes annuels, pour les services de chirurgie. Des dizaines de consulats disparaissent au ministère des affaires étrangères, et celui de la culture restructure les archives nationales. Les finances " rationalisent " à tous niveaux leurs services. La compression de l'Etat s'accompagne de transferts d'activités publiques vers le privé, sorte de vente à la découpe des entreprises publiques. Ces privatisations s'opèrent dans la dénégation, par étapes ou par contournement. Elles épousent les anticipations de rentabilité financière des acquéreurs, mais aussi l'histoire de ces secteurs, avec leurs luttes passées et le statut spécifique de leurs salariés. Les tempos différents des réformes de France Télécom et de La Poste l'illustrent. Des mécanismes proches déterminent les trajectoires de Gaz de France (GDF) et d'Electricité de France (EDF), ou de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF).

Le retrait de l'Etat débute à chaque fois par la séparation structurelle des branches de l'entreprise publique. Ainsi, la dissociation des " postes " et des " télécommunications ", en 1990, démarque le segment d'activité à " ouvrir à la concurrence ". Déjà, les télécoms apparaissaient, en effet, comme une activité à haute rentabilité, à l'inverse du secteur postal, qui nécessite une importante main-d'oeuvre (4), connue de surcroît pour sa combativité syndicale. Le transfert vers le privé s'opère rarement de front, plutôt par glissement. Ce qui concourt à son efficacité, chaque étape étant vécue comme un prolongement normal de la précédente. La première ouverture du capital de France Télécom a ainsi lieu en 1997, la deuxième en 2000. Et, malgré l'investissement de 78 milliards d'euros pour renflouer le déficit de l'entreprise (dû à l'éclatement de la bulle spéculative autour d'Internet et des téléphones mobiles), l'Etat passe en 2004 sous le seuil des 50 % du capital, puis sous la barre du tiers - qui constitue la minorité de blocage - en 2005.

La grève massive des personnels en 1994 avait formellement permis le maintien de leur statut de fonctionnaire. Il n'empêche : graduellement, mais en continu, l'entreprise publique devient firme privée dans son organisation : mobilité obligée, management par objectifs et harcèlements qui vont avec d'incessantes restructurations des services, des compressions de personnel (vingt-deux mille emplois en moins de 2005 à 2008), l'intensification du travail, etc.

Les techniciens de l'électronique doivent se reconverter en vendeurs de services. Mise en concurrence avec Bouygues, SFR, Cegetel ou Free, l'entreprise, qui avait hier mission d'équiper le pays en réseaux de télécommunications et d'aménager ainsi le territoire, ne retient plus qu'impératifs de profits et retours sur investissement.

A La Poste ou à la SNCF, la découpe du service public prend une forme différente. Le transfert d'activité vers le privé, plus lent, plus insensible, est réalisé par morcellement (filialisation et délégation au privé) suivant les types de missions. Mme Hélène Adam, du syndicat SUD-PTT, restitue la mécanique : *" L'ouverture à la concurrence se fait d'abord en fonction du poids des objets à distribuer. Le colis est le premier à être ouvert à la concurrence, et FedEx ou DHL pénètrent les marchés domestiques en imprimant leur style purement commercial. La garantie, la vitesse, tout se paye comptant. La Poste crée sa filiale Geopost pour s'aligner et gérer selon les mêmes critères de rentabilité pure. La forme juridique choisie est celle d'une holding dirigée par l'un des directeurs de La Poste [le directeur de la branche colis et logistique]. La holding "chapeaute" plusieurs filiales, dont Chronopost ; dix-neuf mille agents sont employés des filiales de la holding Geopost, tandis que sept mille sont restés à la maison mère dans la branche correspondante. Le deuxième secteur "rentable", les services financiers, est lui aussi déjà filialisé par l'intermédiaire de la création d'une holding, La Banque postale, qui s'aligne sur les activités de n'importe quelle banque. "*

A Pôle emploi, le mode opératoire est proche. Faute d'embauche d'agents publics, le suivi de trois cent vingt mille demandeurs d'emploi a été délégué à des cabinets de recrutement (Sodie) ou à des agences d'intérim (Manpower). C'est aussi par l'organisation d'un mélange entre salariés de statuts divers (publics et privés) qu'imperceptiblement s'effectuent les privatisations. *" Le personnel de La Poste, rappelle Mme Adam, est de plus en plus précarisé et divisé entre agents publics et salariés sous contrats privés des multiples filiales très cloisonnées par l'intermédiaire des holdings. Le recrutement de fonctionnaires a cessé en 2002. Pas celui de salariés de droit privé [en contrat à durée indéterminée ou déterminée]. L'effet ciseau, avec le vieillissement des fonctionnaires et leur retraite, joue à plein. En 2003, La Poste comptait 315 364 agents : 200 852 fonctionnaires, 114 512 agents de droit privé. En 2008, sur 295 742 employés, elle compte 152 287 fonctionnaires et 143 455 salariés privés. Cette année les deux statuts feront jeu égal. "* La privatisation de La Poste est déjà engagée. Elle précède, de beaucoup, la loi qui ouvrira son capital - et qui, par élargissements successifs, finira par la transformer officiellement en société anonyme.

Les moyens alloués ne couvrent pas les charges transférées

Enfin, il ne faudrait pas oublier le transfert de charges vers les collectivités territoriales. La décentralisation de 1982, et son acte II, impulsé dès 2002 par le premier ministre Jean-Pierre Raffarin - qui la qualifiait de *" mère de toutes les réformes "* -, ont donné aux élus locaux nombre de compétences nouvelles : formation professionnelle, transports, gestion des locaux et des personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) des lycées et collèges, action sociale relèvent désormais largement des conseils généraux et régionaux. Sans, bien souvent, que les moyens alloués par l'Etat couvrent l'ensemble de ces missions. Comme l'indique M. Gilles Garnier, président du groupe communiste du conseil général de Seine-Saint-Denis, *" on a considéré que, sur un certain nombre de droits, comme le revenu minimum d'insertion [RMI], les compteurs s'arrêtent le jour du transfert. Le 1er janvier 2004, tous les allocataires du RMI devaient être payés par la collectivité territoriale, avec bien sûr les sommes afférentes, mais tout nouvel allocataire devient un allocataire départemental, qu'il faut financer "*.

La vice-présidente Verte du conseil régional d'Ile-de-France, Mme Francine Bavay, fait la même observation pour la formation sanitaire et sociale : *" Dix millions d'euros sur un budget de 160 millions n'ont pas été couverts. Et nous en sommes là après trois années de discussion "*

ped à ped, de réévaluation des masses transférées et de quatre recours. De facto, nous n'avons obtenu que le maintien de l'existant. " Et l'élue de conclure que la motivation de la réforme " n'est pas d'essayer de rendre les institutions plus innovantes ou plus proches des ayants droit. Il s'agit de limiter l'engagement public d'Etat ".

Resserrer les chaînes de commandement

Ce rétrécissement multiforme de la surface de l'Etat s'accompagne d'un mouvement moins visible de " caporalisation " de l'action publique : renforcement des hiérarchies et du contrôle pesant sur les agents du service public, et resserrement des chaînes de commandement. Imposer politiquement de nouvelles priorités aux institutions n'a rien de facile. On peut nommer des hommes de confiance à la tête des administrations - les gouvernements ne s'en privent pas - mais sans garantie de l'effectivité des mesures prises. Car les agents chargés de les mettre en oeuvre les retraduisent, les aménagent, les adaptent aux routines professionnelles (5). Certaines élites sectorielles font même de la résistance. Médecins, universitaires, magistrats ou ingénieurs arguent ainsi qu'ils connaissent peut-être mieux que leur ministre les priorités de leur champ d'activité. Il en va de même pour une partie des inspecteurs généraux. Issus des administrations dans la tourmente et, par fonction, avocats des réformes, ils y introduisent néanmoins des nuances, des médiations qui atténuent la radicalité des projets initiaux.

Une situation inadmissible pour les responsables politiques qui sont à leur origine. Mais aussi pour les hauts fonctionnaires du ministère des finances qui, depuis des années, tentent d'imposer une nouvelle définition de l'intérêt général réduite au maintien des " équilibres financiers ", face aux revendications de ceux qu'ils nomment avec mépris les ministères " dépensiers " (6). Jusqu'alors, leur zèle était partiellement contrarié par les règles de fonctionnement de l'administration qui protégeaient certaines plages d'autonomie. Ils ont donc accueilli avec enthousiasme les projets politiques qui mettent au pas les anciennes structures collégiales de décision, et nomment à cette fin des gestionnaires dotés de pouvoirs élargis.

C'est le cas à l'hôpital. A la tête des nouvelles Agences régionales de santé (ARS), se trouve maintenant un véritable " préfet sanitaire ", désigné en conseil des ministres, responsable de toute la chaîne de soins au niveau de la région. Dans la première version de la loi " Hôpital, patients, santé et territoires ", votée en juillet 2009, il pouvait même choisir les directeurs d'hôpitaux et les révoquer à tout moment. Ces derniers se sont mobilisés avec succès pour faire amender le texte sur ce point. Tout en prenant bien soin de renforcer leur propre autorité au sein des établissements... La loi élargit ainsi leur pouvoir pour fixer des objectifs et gérer les personnels, conformément aux vœux de M. Nicolas Sarkozy qui souhaitait donner " *un patron et un seul à l'hôpital* ". Ce qui ne facilite pas le dialogue. Comme l'indique le professeur André Grimaldi, chef du service de diabétologie à l'hôpital Pitié-Salpêtrière : " *Avant, on était dans une logique de cogestion. Le directeur devait associer les médecins à ses décisions. Là, c'est fini, ils n'auront rien à dire* "

Une reprise en main des secteurs jouissant d'une relative autonomie.

Dans l'enseignement supérieur, le mouvement est étonnamment semblable. La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), qui instaure l'" autonomie ", affaiblit tout pouvoir collégial. " *Avec les réformes - celle avortée de 2003 et celle de 2007 -, on est dans le cadre d'une gestion managériale autoritaire* ", explique le sociologue Frédéric Neyrat. La loi donne aux présidents, qui y sont pour l'essentiel favorables, des pouvoirs considérables face à leurs pairs universitaires. Ils peuvent notamment recruter des fonctionnaires ou des contractuels, ou casser les décisions collectives des commissions et des conseils de l'université.

Une même dynamique est à l'oeuvre dans la justice. Au parquet, d'abord, avec la loi du 9 mars 2004 qui place les procureurs sous l'autorité hiérarchique de leur ministre, conférant à ce dernier un pouvoir d'intervention et d'orientation de la procédure dans chaque affaire. Chez les

juges du siège ensuite, dont il s'agit de limiter l'indépendance par la " mobilité ". S'ils ne peuvent être mutés géographiquement, ils peuvent se voir affectés à des fonctions diverses en fonction des impératifs de gestion du tribunal. Comme le rappelle le magistrat Gilles Sainati : *" Un juge de la liberté et de la détention dont la jurisprudence apparaîtrait trop "laxiste" en regard des normes préfectorales de reconduite à la frontière des étrangers pourra sans difficultés être renvoyé aux affaires familiales ou aux tutelles "...* Pour couronner l'édifice, depuis 2009, les magistrats sont minoritaires au sein du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), chargé de leur nomination et de leur discipline, face à des personnalités extérieures, désignées par l'Elysée et par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Ce renforcement du contrôle passe également par la reprise en main de secteurs qui jouissaient d'une relative autonomie. Ce que relève M. Noël Daucé, secrétaire général du Syndicat national unitaire de Pôle emploi, qui parle d'" *étatisation* " pour décrire la fusion entre l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et des Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assédic) dans le nouvel ensemble Pôle emploi, en janvier 2009. L'ANPE était un établissement public à caractère administratif, l'Unedic - qui chapeaute les Assédic - une association de droit privé, gérée paritairement par les organisations patronales et syndicales. Le regroupement au niveau local des deux structures renforce largement le poids des acteurs étatiques.

Le conseil d'administration de Pôle emploi comprend cinq représentants de l'Etat et deux personnalités qualifiées choisies par le ministre, aux côtés des cinq membres représentant les employeurs et des cinq délégués des salariés (7). Quant au délégué général - actuellement M. Christian Charpy, membre du cabinet du premier ministre de 2003 à 2005, puis directeur de l'ANPE -, il est nommé directement par le gouvernement, l'avis du conseil restant consultatif. On pourrait également citer le cas de la gestion des fonds du 1 % logement - dont on pouvait certes critiquer l'opacité -, mais qui échappe aujourd'hui largement aux partenaires sociaux, pour passer sous tutelle de l'administration.

Les candidats à ces nouveaux postes de manager public ne manquent pas. Pour y accéder, sont déterminants les liens personnels avec le prince ou ses conseillers - qui par là se constituent une clientèle d'obligés. Ces nominations ne sont pas seulement rétributions symboliques : primes, salaires indexés sur les " objectifs " viennent compléter ou remplacer les grilles indiciaires de la fonction publique.

Sous des formes et des temporalités variables, ce double mouvement de réforme de l'Etat (compression, privatisation, délégation et transfert de compétences d'une part ; étatisation et renforcement du contrôle de l'autre) affecte à un titre ou un autre l'ensemble des services publics. Au nom de la " performance ", érigée en nouveau fétiche de l'action publique.

" On a oublié que l'hôpital soignait les pauvres "

Une telle volonté de contrôler les administrations n'est pas nouvelle. Le Parlement, la Cour des comptes, l'inspection des finances s'y emploient depuis longtemps. Mais ce n'est que récemment que des " indicateurs de performance " ont pris le pas sur toute autre considération. En l'espèce, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), votée en 2001, signe plus que toute autre le triomphe des conceptions des hauts fonctionnaires du ministère des finances, convertis aux idées managériales (8). La LOLF impose un pilotage stratégique des administrations, avec des objectifs à atteindre et des indicateurs à renseigner. Les fonctionnaires chargés de l'action publique doivent présenter un projet annuel de performance (PAP) dont ils sont responsables (9).

Dans les faits, toute activité est réduite à une logique comptable, proche des bilans financiers des entreprises. Ce que résume le professeur Grimaldi pour l'hôpital : *" On a créé artificiellement l'idée qu'il existe des patients rentables et non rentables. Qu'est-ce qui est rentable ? Au fond, ce qui est facilement quantifiable, numérisable, vendable. Ce sont les procédures techniques, de gravité moyenne, programmables, chez des gens qui n'ont pas de*

problèmes psychologiques et sociaux. La cataracte simple, faite en série. Et qu'est-ce ce qui n'est pas rentable ? Tout ce qui est dans la complexité : la pathologie chronique, le sujet âgé, les facteurs psychologiques et sociaux. (...) On a simplement oublié que l'hôpital soignait les pauvres et les cas graves... "

Les accommodements de cet idéal gestionnaire sont connus. Si les personnels d'encadrement consomment beaucoup de leur temps et de leur énergie pour remplir les indicateurs, ils apprennent aussi à les domestiquer. Comme le signalait ce haut responsable policier lors du 32e congrès du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), à Montluçon en 2003 : *" Le risque évident est de présenter une copie "propre". On ne triche pas avec les chiffres, mais on devient malin. "* Ainsi, pour faire baisser la délinquance enregistrée et augmenter les taux d'élucidation, qui constituent les priorités du PAP de la police nationale, l'imagination des agents est débordante : refus de prendre les plaintes, renvoi du plaignant d'un commissariat à l'autre, regroupement ou requalification des faits constatés, concentration de l'activité des services sur les délits les plus " rentables " statistiquement (les stupéfiants ou les étrangers) (10). La contrainte de la production de " bons " chiffres dépasse la police. Elle s'est imposée à tous les niveaux de la hiérarchie du service public.

Au quotidien, le métier devient impossible

Revenir à l'histoire fait saisir l'ampleur de cette modernisation managériale. En Europe occidentale, le développement de l'administration a été la condition de la naissance d'une raison d'Etat distincte de celle du monarque. On est ainsi passé d'une gestion privée et personnelle des affaires publiques (la Maison du roi) à celle, collective et impersonnelle, des administrations. La construction de l'Etat moderne s'appuya sur l'émergence d'une vision du service public comme activité " désintéressée ", orientée vers des fins universelles (11). Or c'est précisément cette représentation des fonctions de l'Etat qui est au centre des tirs. Avec les redéfinitions des métiers - que ce soit aux impôts, avec les conseillers des agences pour l'emploi, parmi les enseignants ou ailleurs - se défait le rapport à des professions hier vécues comme " service rendu ". Bien des fonctionnaires vivent désormais leur fonction douloureusement, dans une situation de porte-à-faux qui enveloppe toute leur activité professionnelle. Le sens de sa tâche (et de soi-même l'accomplissant) entre en contradiction avec les nouveaux critères d'évaluation. Quotidiennement, le métier devient mission impossible dans les relations aux usagers. L'épuisement professionnel qui s'ensuit est incompatible avec les diverses formes de " management par objectifs ".

Reste la fuite : suicides, tentatives de suicide, arrêt-maladie, psychotropes chez les agents soumis à la " culpabilité du chiffre ". *" On vient au boulot chaque matin à reculons. Les discussions entre collègues tournent autour de la retraite, combien de temps te reste-t-il à tirer ? "*, confie M. Pierre Le Goas, du service des impôts des particuliers de Lannion (12). Reste l'effondrement. *" Les ambiances sont tellement tendues, avec l'augmentation de la charge de travail, que les agents pleurent sur les sites "*, témoigne Mme Delphine Cara, responsable vendéenne du SNU-Pôle emploi (13).

Mais la " modernisation " de l'Etat entre dans les faits, car elle s'immisce dans les actes les plus anodins des employés du secteur public. Parce qu'indépendamment des sacrifices, des souffrances, du débousolement et des tensions, les salariés qui la subissent n'ont d'autre choix que d'y participer et de la mettre en oeuvre à tout instant. En l'habitant à leur manière. En s'en accommodant. Mieux : ils trouvent d'eux-mêmes les meilleures façons de faire, afin que tiennent des situations intenable, malgré la surcharge de travail. Entre autres, parce que subsiste de l'état antérieur des métiers d'Etat une forme de dévouement hier constitutif de la " mission de service public ". Ce qui pousse, cas parmi tant d'autres, Marie-Jo, du Pôle emploi de Nice, à sauvegarder ses fichiers professionnels sur sa clé USB personnelle, pour les regarder à la maison. Survivent encore les façons auparavant apprises d'accomplir son devoir,

" lorsqu'on avait des gens, pas des dossiers ", commente Françoise, du Pôle emploi de Grasse (14).

Plaire au ministre, au chef de cabinet, au président

En matière de démantèlement de l'Etat, l'efficacité tient à ce paradoxe : la situation antérieure d'accomplissement du service public - la relation au métier, les dispositions sociales (de dévouement, d'implication) constitutives de celle-ci - permet l'application des réformes qui détruisent les formes habituelles de son exercice et les raisons de s'y impliquer.

Cette transformation ne peut donc être réduite à la mobilisation des noblesses d'Etat qui la promeuvent et s'en font gloire, de plaquettes d'instructions en bilans satisfaits. Bien sûr, les compétitions " pour plaire " - au ministre, au chef de cabinet, au président de la République - et les rivalités qui les traversent, de même que leur incessante circulation du public au privé et inversement, y contribuent.

Mais l'avènement d'un Etat manager résulte aussi, chaque jour, de l'activité incessante et cumulée des milliers d'agents publics, qui peut-être n'en veulent pas, mais qui, réalisant leur métier, quoi qu'il en coûte, " font avec ", et l'intègrent comme ils peuvent aux " choses à faire ".

Certes, les protestations abondent. Magistrats, avocats, greffiers se sont mobilisés contre la carte judiciaire. Près de quarante-six mille salariés de Pôle emploi étaient en grève en octobre 2009. Les enseignants du supérieur ont longuement refusé la réforme de leur métier. Les médecins hospitaliers défilaient au printemps pour sauver l'hôpital public. Les professeurs du primaire et du secondaire multiplient les journées d'action. Mais, dans leurs soucis professionnels, dans leurs patrimoines (économiques et culturels), dans leurs origines sociales et leurs façons d'agir (même pour se mobiliser), les professeurs de médecine ne sont pas des postiers, des conseillers pour l'emploi, des greffiers ou des policiers. Comment les uns se soucieraient-ils des autres, spontanément, et a fortiori pratiquement ?

Personne ne semble alors pouvoir soutenir personne, ce qui alimente le sentiment général d'écrasement. Or c'est précisément des confrontations nouvelles qu'elle installe (entre usagers et agents publics, et entre agents publics de différents niveaux et de différents services) que cette vague de transformation tire sa force. Et de leur dissimulation. En restituer les mécanismes dans leur ensemble, c'est déjà les contrarier et signifier qu'est en jeu la défense d'un modèle de civilisation.

Note(s) :

(1) Cet article reprend les grandes lignes d'un colloque intitulé " L'Etat démantelé ", organisé par *Le Monde diplomatique* et la Fondation Copernic à l'Assemblée nationale en juin 2009. Les interventions auxquelles il est fait référence seront publiées dans un ouvrage à paraître aux éditions de La Découverte au printemps 2010.

(2) Avec, conjointement, l'allègement du nombre d'heures de cours dispensées aux élèves, l'accroissement de la taille des classes, le non-remplacement des professeurs absents et l'incitation à ne pas inscrire les enfants en maternelle avant 3 ans.

(3) *Le Figaro*, Paris, 17 août 2009.

(4) La Poste comptait trois cent mille agents, quasiment tous fonctionnaires en 1991.

(5) Cf. notamment Vincent Dubois, *La Vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Economica, Paris, 2003.

(6) Sur les politiques volontaristes d'assèchement des recettes de l'Etat comme levier de réforme, cf. Sébastien Guex, " La politique des caisses vides. Etat, finances publiques et mondialisation ", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°176; 146-147, Paris, mars 2003.

(7) Loi no 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi. Le conseil comporte également un représentant des collectivités territoriales.

(8) Cf. Philippe Bezes, *Réinventer l'Etat. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Presses universitaires de France, Paris, 2009, p. 451-455.

(9) L'ensemble des PAP est accessible sur " Le forum de la performance " .

(10) On trouvera une liste étoffée de ces pratiques dans l'ouvrage de Jean-Hugues Matelly et Christian Mouhanna, *Police. Des chiffres et des doutes*, Michalon, Paris, 2007.

(11) Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Editions de Minuit, Paris, 1989, p. 544.

(12) *L'Humanité*, Paris, 21 octobre 2009.

(13) *Le Monde*, 22 octobre 2009.

(14) *L'Humanité*, 20 octobre 2009.

Nos précédents articles

_ * " Comment l'entreprise usurpe les valeurs du service public ", par Danièle Linhart, septembre 2009.

_ * " Traitement de choc pour tuer l'hôpital public ", par André Grimaldi, Thomas Papo et Jean-Paul Vernant, (février 2008).

_ * " L'école britannique livrée au patronat ", par Richard Hatcher, avril 2005.

_ * " Grande braderie de l'électricité à travers l'Europe ", par Ernest Antoine, juin 2004.

_ * " A La Poste aussi, les agents doivent penser en termes de marché ", par Gilles Balbastre, octobre 2002.

SIRACH, Marie-José, « [Fronde générale au ministère Réforme budgétaire, réductions de postes.] », *L'Humanité*, mardi, 1 décembre 2009. Culture

Fronde générale au ministère Réforme budgétaire, réductions de postes... Après Beaubourg, la grève s'étend. confronté à son premier conflit social, Frédéric Mitterrand rencontrera, demain - le jour d'un appel à la grève lancé dans l'ensemble des établissements publics (musées, théâtres, bibliothèques, écoles) sous tutelle du ministère de la Culture -, l'ensemble des syndicats pour parler des réductions de postes prévues notamment dans les musées. Le mouvement a démarré à Beaubourg qui, depuis le 23 novembre, reste fermé au public. Hier matin, on apprenait que les salariés de la BPI s'étaient joints au mouvement.

Au cœur du mécontentement, la décision du premier ministre, François Fillon, d'étendre aux opérateurs sous tutelle du ministère de la Culture la RGPP, destinée à faire réaliser des « économies » à l'État. Lesdits opérateurs seront désormais concernés par la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Mais plus généralement, les agents récusent la politique du gouvernement à l'encontre du service public culturel et de ses grandes institutions. Et le souhait de Fillon que ces établissements développent leurs ressources propres et maîtrisent leurs coûts afin d'alléger la part des subventions de l'État dans leur budget conforte leurs inquiétudes.

Lundi matin, plusieurs assemblées générales importantes se sont tenues?: au musée du Louvre, dans certaines Drac et d'autres services déconcentrés en lien avec l'Inrap, l'archéologie préventive, toujours aussi malmenée, et dont Fillon a confirmé la délocalisation.

Rue de Valois, on indique que le ministre va « essayer d'apaiser le mécontentement. La règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux décidée par le gouvernement s'applique à la culture de façon globale. Pour les modalités de sa mise en œuvre, il faut prendre garde à respecter l'équité entre les établissements ». Le genre de propos qui se voudrait rassurant mais qui, curieusement, met en concurrence les établissements. De quelle équité parle-t-on ?

« *Beaubourg toujours bloqué* », *Le Parisien*, Paris, mardi, 1 décembre 2009. L'actu En Flash.

IVe . La situation reste dans l'impasse à Beaubourg, qui entre ce matin dans son neuvième jour de grève. Comme dans le reste de la fonction publique, Beaubourg doit être touché par le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Hier, le président du Centre Pompidou a proposé aux organisations syndicales de les rencontrer pour réfléchir à « l'adaptation du Centre aux objectifs qui lui sont fixés ». Mais les syndicats ont refusé la discussion: « On n'est pas là pour négocier l'accompagnement d'un plan social », assure Franck Guillaumet, de la CGT. Une nouvelle assemblée générale doit se tenir ce matin à 10 heures à Beaubourg. Demain, la grève pourrait s'étendre à d'autres établissements également concernés par les mesures d'économies dans la fonction publique, comme le Louvre ou le musée d'Orsay.

XVI lundi, 30 novembre 2009

BARONIAN, Renaud, « *Menace de grève dans les musées* », *Aujourd'hui en France*, lundi, 30 novembre 2009, p. 0827380_1. Culture. Spec.

DEPUIS UNE SEMAINE, les portes du Centre Georges-Pompidou sont fermées. Au standard téléphonique, le même message passe inlassablement en boucle : « Un mouvement social empêche l'ouverture. Nous vous présentons toutes nos excuses... » Dès mercredi, d'autres établissements (musées, monuments, écoles et conservatoires nationaux) pourraient suivre après l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale du ministère de la Culture. Le conflit porte sur les conséquences de la RGPP (révision générale des politiques publiques), qui prévoit notamment le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique. Un système qui, à la demande du Premier ministre François Fillon, s'étend désormais aux établissements publics dépendants du ministère de la Culture.

A Beaubourg, le problème paraît épineux, dans la mesure où 44 % du personnel a plus de 50 ans : « Quatre cents personnes vont atteindre l'âge de la retraite dans les dix ans, explique Nicolas Mauquet, secrétaire général de la CGT pour l'ensemble du ministère de la Culture.

Si on applique la règle, cela signifie 200 suppressions de postes dans les dix ans ! » Au ministère, on fait valoir que la marge de manoeuvre est faible mais que « des discussions sont en cours ». Alors que la RGPP impliquait la suppression de 26 emplois pour 2010, ses représentants proposent que seuls 18 postes soient concernés. « Totalement irrecevable, répond Nicolas Mauquet. Les personnels ne veulent aucune suppression d'emploi.

» Les syndicats demandent surtout que les établissements dépendants du ministère de la Culture soient purement et simplement exonérés du système de la RGPP. D'où l'appel à la grève lancé pour mercredi dans tous les musées et conservatoires, jour où l'intersyndicale doit rencontrer Frédéric Mitterrand.

XVII dimanche, 29 novembre 2009

« *Le Centre Pompidou fermé* », *Le Parisien*, Val d'Oise, dimanche, 29 novembre 2009. Ives

Hier, pour le sixième jour d'affilée, le Centre Pompidou est resté fermé au public, en raison d'une grève du personnel. Les salariés s'opposent à une réduction des effectifs. Ce matin, à 10 heures, ils ont convoqué une nouvelle assemblée générale pour décider de la suite du mouvement. Il est donc conseillé de téléphoner au 01.44.78.12.33 avant de vous rendre, aujourd'hui, à Beaubourg.

XVIII samedi, 28 novembre 2009

FABRE, Clarisse, « Préavis de grève le 2 décembre dans les musées », *Le Monde*, samedi, 28 novembre 2009, p. 24. Culture, Social

Pour protester contre le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique, et contre le « désengagement » de l'Etat, les sept organisations syndicales représentées au ministère de la culture (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU, SUD) ont déposé, jeudi 26 novembre, un préavis de grève générale pour le mercredi 2 décembre, dans les établissements publics muséaux et à l'administration centrale. Ils annoncent la tenue d'assemblées générales pour une éventuelle reconduction. Ce mouvement s'inscrit dans le prolongement de la grève au Centre Pompidou, à Paris, qui a entraîné la fermeture de l'établissement depuis le lundi 23 novembre (Le Monde du 27 novembre). Jeudi 26 novembre, les agents de Beaubourg réunis ont décidé de reconduire le mouvement. En application de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, le Centre Pompidou devrait en théorie perdre 26 postes en 2010, puis 23 postes en 2011.

XIX vendredi 27 novembre 2009.

FABRE, Clarisse, « La grève au Centre Pompidou pourrait s'étendre à d'autres musées ou théâtres » *Le Monde*, vendredi, 27 novembre 2009, p. 21. Culture.

Les syndicats dénoncent le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui prend sa retraite. Beaubourg est le plus touché, mais 80 établissements menacent de suivre le mouvement

Depuis lundi 23 novembre, le Centre Pompidou, à Paris, est en grève et fermé au public. Pour un lieu qui reçoit plusieurs milliers de personnes par jour, ce n'est pas sans importance. Et il n'est pas exclu que le mouvement s'étende à d'autres grands musées ou établissements publics culturels.

Les syndicats s'opposent à la réduction annoncée des emplois, en raison de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique. Un autre motif d'inquiétude est que la subvention de l'Etat dans les années qui viennent est appelée, au mieux, à stagner.

Les agents du Centre Pompidou devaient décider, jeudi 26 novembre, de reconduire ou pas la grève. Cette journée est cruciale puisque sept syndicats représentés au ministère de la culture (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU et SUD) devaient de leur côté se prononcer sur un dépôt de préavis de grève général, portant sur 80 établissements publics (musées, théâtres, etc.).

Il s'agit de faire monter la pression, alors que le ministre de la culture reste silencieux. « Au troisième jour de la mobilisation, Frédéric Mitterrand n'a toujours pas ouvert les négociations. Il porte l'entière responsabilité de la fermeture de Beaubourg », a déclaré, le 25 novembre, Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT-culture. La bibliothèque publique d'information (BPI), très fréquentée, installée dans Beaubourg, a déjà déposé un préavis de grève pour le lundi 30 novembre.

Le conflit éclate d'abord au Centre Pompidou parce que la situation y est particulière : Beaubourg devrait perdre 26 postes en 2010, puis 23 postes en 2011, en application de cette fameuse règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Ce principe est inscrit dans la révision générale des politiques publiques, dite « RGPP », et s'applique à tous les ministères. Mais son impact est lourd à Beaubourg du fait de la pyramide des âges : 44 % des 1 100 agents ont plus de 50 ans. Certains sont en poste depuis l'ouverture du Centre, en 1977.

Les cinq syndicats du Centre (CGT, CFDT, FO, CFTC et UNSA) demandent la suppression de ce « dogme » sur les retraites et, surtout, ils dénoncent son « absurdité ». A l'issue d'un précédent conflit social à Beaubourg, en octobre 2006, un rapport du ministère de la culture avait prôné la création d'une soixantaine de postes. Ces postes ont été créés, se félicitent les syndicats, mais le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, à partir de 2010, entraînerait mécaniquement leur disparition.

« Ces pertes d'emplois vont conduire à supprimer des missions au Centre Pompidou », affirme Eric Daire, de la section CFDT à Beaubourg, qui pose plusieurs questions : comment faire vivre le Musée national d'art moderne, comment organiser des expositions temporaires, programmer des spectacles vivants et du cinéma avec moins d'effectifs ? Et moins d'argent ?

Depuis 2003, l'enveloppe de l'Etat n'a pas évolué, autour de 77 millions d'euros. Dans le même temps, les charges ont augmenté, le prix des expositions a grimpé. Le déficit est chronique. La direction du Centre Pompidou n'a voulu faire aucun commentaire sur cette grève et sur sa situation.

Dans le passé, des observateurs ont fait remarquer que depuis de longues années, le Centre n'est pas un modèle d'efficacité et de rationalité, en termes de gestion. L'établissement fait l'objet d'un audit mené par l'inspecteur des finances, Bruno Parent, dans le cadre de la RGPP.

Dans sa lettre de mission, le 1er octobre, le premier ministre, François Fillon, lui demande d'évaluer l'organisation du Centre : « Comment faire mieux et moins cher, qui doit assurer le financement ? » Les conclusions de l'audit devraient être rendues en décembre. Le 16 décembre, le budget du Centre doit être présenté en conseil d'administration.

Une première ouverture a été faite, mercredi 25 novembre : il ne s'agirait plus de supprimer 26 postes en 2010, mais seulement 18. Le compte n'y est pas, répond Nicolas Monquaut (CGT-culture). « Surtout, Bercy voudrait que ce rééquilibrage se fasse à somme nulle au sein du ministère de la culture. Ce qui signifie qu'il faudrait supprimer 8 postes supplémentaires ailleurs. C'est un chantage odieux. ».

é.La.et V.N. « Le service public de la Culture ouvre le conflit », *Libération*, n°8879, vendredi, 27 novembre 2009, p. 32. Culture.

Réforme . Dépôt d'un préavis de grève générale dans les musées, reconductible le mercredi 2 décembre.

Cette fois-ci, la guerre est déclarée. Les sept syndicats du ministère de la Culture (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD et Unsa) ont déposé ensemble un préavis pour une grève reconductible à partir du mercredi 2 décembre. Résultat : 80 établissements publics (musées, théâtres, bibliothèques...) risquent d'être fermés à partir de cette date.

Les organisations syndicales entendent ainsi s'opposer aux suppressions de postes prévues dans le secteur de la culture, ainsi qu'à la baisse significative des subventions. Ce sont des conséquences du plan de révision générale des politiques publiques (RGPP), qui prévoit notamment de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux (*Libération* d'hier).

Le mouvement est parti lundi du centre Pompidou, en grève et fermé depuis. Hier matin, la grève a été reconduite lors d'une assemblée générale à laquelle assistaient un peu plus de 200 personnes. La direction du Centre a annoncé que, sur proposition du cabinet du ministre, le

nombre de postes supprimés l'an prochain serait ramené de 26 à 18. Soit 8 postes sauvés. Proposition jugée irrecevable par l'intersyndicale, très remontée, qui demande que tous les postes soient maintenus. En 2006, au terme de deux semaines de grève, elle avait obtenu la création de 65 emplois sur trois ans. Alors que se termine tout juste ce plan de rattrapage, voilà la marche arrière embrayée. *«Il y a aujourd'hui un basculement dans les esprits, affirment les responsables syndicaux. Le personnel comprend qu'il existe maintenant une véritable menace sur l'avenir des institutions culturelles, ainsi que sur l'avenir du service public de la culture.»*

Au ministère, sans montrer d'inquiétude particulière, on se dit *«attentif»*, en soulignant que les *«discussions se poursuivent sur les aménagements»*. Une rencontre entre le cabinet et l'intersyndicale du centre Pompidou avait lieu hier soir. Cependant, précisait-on rue de Valois, *«il ne peut être question de revenir sur le principe d'un remplacement sur deux départs à la retraite, à Beaubourg comme ailleurs»*. D'autant que le Centre a *«déjà bénéficié d'une dérogation»*, contrairement aux autres établissements, en obtenant un répit d'un an, à cause de sa pyramide des âges défavorable.

Au-delà d'un simple problème d'arithmétique sur les postes et les subventions, c'est une crise de confiance entre le personnel et la direction du ministère qui semble se creuser. *«C'est l'avenir même du service public de la culture qui est menacé par des réductions aussi drastiques»*; *«La RGPP tue, il y a des gens désespérés : le ministère a mis en branle une mécanique à la France Télécom»*; *«Ce n'est plus une réforme mais un dépeçage. Pour nous, il s'agit désormais simplement de nous défendre pied à pied»*, sont quelques-uns des propos que l'on pouvait entendre jeudi, au centre Pompidou, lors d'une réunion des responsables syndicaux de la Culture au niveau national.

«Pendant les années Chirac, entre 2002 et 2007, la Culture a perdu 1 000 emplois, affirmait un responsable CGT. Sous Sarkozy, elle est partie pour en perdre 2 000 de plus. Cela ne peut plus durer.» Certains se prennent déjà à rêver que le malaise soit l'étincelle d'un embrasement général du secteur public. Un responsable FO clamait jeudi : *«La question du maintien du service public est posée au niveau de la Culture et, au-delà, c'est tout l'avenir de la fonction publique qui est en jeu.»*

Une rencontre entre l'intersyndicale et le ministre Frédéric Mitterrand est prévue mercredi. Le jour même où la grève pourrait commencer.

XX jeudi, 26 novembre 2009

*« Beaubourg toujours en grève », **Le Parisien**, , jeudi, 26 novembre 2009, p. 0818604_1. Paris. L'actu En Flash.*

IV e . Le Centre Pompidou était toujours en grève hier. Pour la troisième journée consécutive, les salariés protestaient contre la stagnation de la subvention et les 65 suppressions de postes prévues d'ici à fin 2011. Une assemblée générale prévue ce matin doit décider de la poursuite ou non du mouvement. *« Si le ministère de la Culture refuse de négocier, on pourrait lancer un préavis de grève national, qui toucherait d'autres établissements comme le Louvre, Orsay, Versailles ou la BNF », prévient Franck Guillaumet, de la CGT. Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, ces établissements, qui dépendent du ministère de la Culture, seront tous touchés par la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux à partir du 1^e r janvier 2010.*

XXI mercredi, 25 novembre 2009

« [Grèves : au tour des Arts Déco.] », **Libération**, n°8877, mercredi, 25 novembre 2009, p. 27. Culture.

Grèves : au tour des Arts Déco...

Après Beaubourg (*Libération* d'hier), les salariés des Arts Décoratifs ont également entamé ce mardi un mouvement de grève à l'appel de la CGT-Culture, CFDT et SNAC-FO avec occupation des lieux de travail. « Avec plus de 70% de leur budget assuré par la subvention de l'Etat [...], les salariés ne peuvent plus accepter des salaires et des prestations sociales bien en dessous de ceux de leurs collègues des musées nationaux », indique le communiqué de l'intersyndicale.

... et des bibliothèques parisiennes

A Paris, les bibliothèques seront fermées aujourd'hui pour protester contre un projet de réorganisation géographique et logistique. Un rassemblement est prévu à 13 heures au siège de la Direction des affaires culturelles de la ville de Paris.

« Beaubourg toujours en grève... », **Le Parisien**, mercredi, 25 novembre 2009, p. 0815184_1. Paris. L'actu En Flash

IV e . Le Centre Georges-Pompidou entre ce matin dans son troisième jour de grève. Lundi soir, les salariés ont rencontré des représentants du ministère de la Culture, mais les discussions n'ont pas débloqué la situation. Les syndicats de l'établissement dénoncent la stagnation de leur subvention (alors que leurs charges augmentent) et les 65 suppressions de postes prévues d'ici à fin 2011 en raison du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux à partir du 1^{er} janvier 2010. « Le ministère applique à la lettre la doctrine gouvernementale sur les économies dans la fonction publique », regrette Franck Guillaumet, délégué CGT. Une nouvelle assemblée générale est prévue aujourd'hui à 11 heures pour décider de la suite du mouvement.

XXII mardi, 24 novembre 2009

BALLE, Catherine, « Beaubourg broie du noir », Le Parisien, mardi, 24 novembre 2009. Paris. Grève/Ive.

Leur moral est à l'image de l'exposition qu'ils accueillent dans leurs murs. Alors que les toiles noires du peintre Pierre Soulages séduisent chaque jour plusieurs centaines de visiteurs, les salariés du Centre Georges-Pompidou (IVE) entament ce matin leur deuxième jour de grève.

Ils réclament l'annulation des suppressions de postes, une augmentation de la subvention et la reprise des négociations salariales. A l'origine de leur inquiétude, la stagnation de leur budget et le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, applicable comme dans le reste de la fonction publique.

Côté face, les expositions de Beaubourg ne cessent de battre des records. Depuis le début de l'année, 702905 visiteurs ont admiré les tableaux de Kandinsky, 473800 les sculptures et peintures d'Alexander Calder, 250000 l'exposition sur le futurisme...

Recettes insuffisantes

Entre 2007 et 2009, les ressources de billetterie ont d'ailleurs augmenté de 37 %. Mais elles restent insuffisantes. Car, alors que la subvention de l'Etat reste d'environ 78 millions d'euros par an depuis 2003, les charges de fonctionnement (salaires, production d'expositions...) ont bondi de 5,3 millions d'euros en huit ans. Aujourd'hui, l'établissement affiche un déficit de 2,3 millions d'euros.

A cette situation délicate s'ajoute le spectre du non-remplacement des départs à la retraite. En effet, 44 % des 1060 agents de Beaubourg ont plus de 50 ans (contre 28 % dans le reste du secteur public). « D'ici à fin 2011, 65 postes seront supprimés », soupire Eric Hervo, de la CGT. Les syndicats redoutent le recours à la sous-traitance, voire la transformation de Beaubourg en établissement privé.

Aujourd'hui, ils doivent rencontrer un représentant du ministère de la Culture. Ce n'est qu'à l'issue de cette entrevue qu'ils décideront de la réouverture ou non de Beaubourg.

« *Beaubourg fermé pour grève* », **Libération**, n°8876, mardi, 24 novembre 2009, p. 26. **Culture. L'histoire.**

Hier, la CFDT, la CFTC, la CGT, FO et l'Unsa ont appelé l'assemblée générale du personnel du centre Pompidou à voter la grève. Motif : l'application au Centre, à compter du 1er janvier 2010, de la norme de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Le mouvement ayant été suivi, notamment parmi les personnels en charge de l'accueil et de la sécurité, le centre Pompidou n'a pu ouvrir ses portes au public. Vendredi dernier, une réunion avec l'intersyndicale et des représentants du ministère de la Culture, en présence de la direction générale du Centre, s'est conclue par un échec. Comme cette norme doit s'appliquer à tous les établissements publics, il est logique de penser que le mouvement va prendre de l'ampleur.

XXIII lundi, 23 novembre 2009

M.-J. S., « [Grève imminente au ?Centre Georges-PompidouLes organisations syndicales ont déposé un préavis de grève à partir d'aujourd'hui.] », *l'Humanité*, lundi, 23 novembre 2009. Culture.

Grève imminente au ?Centre Georges-PompidouLes organisations syndicales ont déposé un préavis de grève à partir d'aujourd'hui. ?65 emplois menacés dans un premier temps pour cause de RGPP. Depuis le 17 novembre, les organisations CFDT, CFTC, CGT, FO, Unsa du ministère de la Culture ont déposé un préavis de grève reconductible pour le Centre Pompidou. Elles appellent les personnels du Centre à cesser le travail à compter du lundi 23 novembre, toutes les tentatives de négociations ayant jusqu'ici échoué. Le Centre Pompidou, qui connaît des difficultés budgétaires importantes - budget en déficit de 2,3 millions d'euros -, est à présent touché par une mission d'audit diligentée par le premier ministre lui-même.

Dans une lettre de mission signée François Fillon, il est spécifié que le Centre Pompidou devra chercher à « faire mieux pour moins cher ». Voilà un audit qui tombe à pic en pleine austérité budgétaire et en plein désengagement de l'État et au moment où commence le deuxième round de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Une nouvelle phase qui vise désormais les opérateurs du ministère, soit ses établissements publics et se solderait, dans un premier temps, par la règle imposée du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Le Centre Pompidou devrait subir de nouvelles restrictions budgétaires. Le Louvre, la BNF, le musée d'Orsay et Beaubourg, pour ne citer que les plus emblématiques, sont déjà au bord de l'asphyxie, en termes d'emplois mais aussi et surtout du point de vue des ressources indispensables à leur bon fonctionnement pour accomplir leurs missions de service public.

Côté ministère, c'est la politique de la sourde oreille. Rue de Valois, on ne daigne pas rencontrer les organisations syndicales. Qui annoncent un conflit difficile si aucune issue de sortie n'est envisagée.

M.-J. S.

« *Le Centre Beaubourg ouvrira-t-il aujourd'hui ?* », **Le Parisien**, lundi, 23 novembre 2009.
Paris. L'actu En Flash.

IVe. Une assemblée générale des employés de Beaubourg (1 100 personnes) va se tenir ce matin à 11 heures, risquant de retarder l'ouverture du musée. Le Centre Pompidou connaît actuellement des difficultés financières avec un déficit de 2,3 millions d'euros. Dès lors, l'inspecteur général des finances mandaté par François Fillon suggère de « faire mieux pour moins cher ». Le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux est ainsi proposé. Face aux mesures d'économie annoncées, l'intersyndicale en appelle à une grève reconductible.

PARIS (AFP) - Face à la grève qui perdure dans certains musées et monuments nationaux et s'est étendue mardi à la BnF, le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a réaffirmé sa volonté de réaliser les économies demandées par Bercy, déplorant que des "minorités" bloquent l'accès de certains établissements.

Alors qu'un mouvement de grève touche depuis sept jours certains établissements culturels et depuis seize jours le Centre Pompidou, Frédéric Mitterrand a enfoncé le clou devant les députés, lors de la séance des questions au gouvernement.

"Une politique ambitieuse et volontaire de modernisation de l'Etat est mise en oeuvre depuis deux ans", a estimé le ministre en réponse à une question du député communiste du Val-de-Marne, Pierre Gosnat.

"Il n'y a aucune raison pour que le ministère de la Culture, dont les missions ont été confirmées avec un budget en hausse, échappe à cette réforme (...)", a considéré le ministre.

La fermeté de M. Mitterrand, affichée depuis plusieurs jours, n'est pas du goût de la CGT. "On a besoin d'un véritable ministre de la Culture qui défende son ministère. On n'a pas besoin d'un ministre du Budget bis", a déclaré à l'AFP Franck Guillaumet, secrétaire de la CGT-Culture.

Un mouvement de grève reconductible a été lancé le 2 décembre par les sept organisations syndicales du ministère de la Culture pour protester contre les suppressions de postes prévues dans le cadre de la Révision générale des Politiques publiques.

La RGPP prévoit notamment la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Le Centre Pompidou, qui sera particulièrement touché par cette réforme en raison de sa pyramide des âges, est le premier à s'être mis en grève. Depuis le 23 novembre, le Centre est fermé au public.

Le manque à gagner pendant ces deux semaines se monterait à 600.000 euros (billetterie, vente de catalogues et de produits dérivés), selon la direction du Centre.

Frédéric Mitterrand insiste depuis plusieurs jours sur la "faible mobilisation" des grévistes.

"Ce matin, à l'exception du Centre Pompidou, tous les musées sont ouverts. La mobilisation est passée sous la barre des 0,5%", a déclaré mardi le ministre.

Le musée d'Orsay, le musée Rodin et le Château de Versailles (partiellement) étaient ouverts mardi, selon un relevé de la direction des musées de France (DMF).

Le mardi est le jour de fermeture hebdomadaire de 24 musées nationaux, notamment du Centre Pompidou et du Louvre.

L'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame, le Domaine national de Saint-Cloud sont restés fermés au public, a indiqué le Centre des monuments nationaux. Le CMN a recensé 44 grévistes sur un effectif de 1.400.

La Bibliothèque nationale de France (BnF) a été fermée au public mardi matin pendant trois heures en raison de piquets de grève.

Le ministre souligne que "des minorités très réduites peuvent bloquer entièrement un établissement lorsqu'elles concernent les personnes d'accueil et de sécurité". "Ainsi, sans doute pour masquer la faiblesse de la mobilisation, des piquets de grève sont installés dans plusieurs établissements pour bloquer les caisses", a-t-il regretté.

Le ministre de la Culture est confronté à un autre conflit social, celui des personnels de l'Institut national de Recherches archéologiques préventives (Inrap) à Paris, en grève depuis le 3 décembre pour protester contre le déménagement prévu du siège à Reims (Marne) à l'horizon 2011.

Environ 130 personnes sont concernées.

LS « Bruno Racine écrit un livre sur Google », livreshebdo.fr. le 11 décembre 2009

Signé du président de la BNF, *Google et le nouveau monde* paraîtra le 4 mars chez Plon

Son prédécesseur Jean-Noël Jeanneney avait publié un ouvrage¹ qui exhortait les Européens à concurrencer Google et à créer leur grande bibliothèque numérique.

A son tour, Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France et romancier, s'est attelé à un livre, *Google et le nouveau monde*, qui paraîtra le 4 mars prochain chez Plon.

“La révolution numérique, signale le communiqué de l’éditeur, nous confronte à des risques inédits : le bouleversement de la chaîne du livre, la conservation des données numériques, le risque de monopole des nouveaux opérateurs tel que Google. Ce livre entend souligner le choix politique fondamental entre une conception qui entraînerait notre marginalisation et un partenariat qui ne pourra être équilibré que si la France et l’Europe jouent la carte de la solidarité.”

¹ *Quand Google défie l'Europe. Plaidoyer pour un sursaut*, éditions Mille et une nuits, mai 2005.